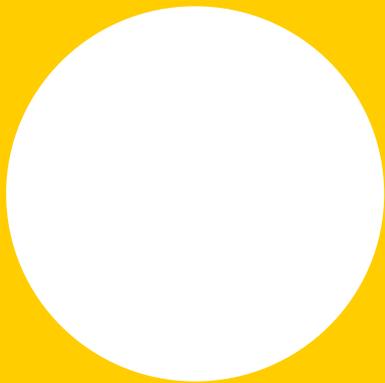


**Déclaration de performance
Extra Financière
Bpifrance SA 2019**



**Extraite du Rapport Annuel 2019
de Bpifrance SA**

3.1.7. DECLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIERE

Le présent chapitre est relatif aux informations sociales, sociétales et environnementales, requises au titre de l'article R225-102-1 du code de commerce, modifié par l'ordonnance 2017-1180 et son décret d'application 2017-1265, transposant la Directive 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014, relative à la publication d'informations non financières.

La Déclaration de Performance extra-financière détaille les enjeux, les démarches mises en œuvre et les indicateurs que Bpifrance décide de suivre, afin d'évaluer ses impacts.

La note méthodologique et la table de concordance des principaux risques, enjeux et indicateurs figurent en fin du présent chapitre.

3.1.7.1 Le modèle d'affaires de Bpifrance



FINANCEMENT INNOVATION



SOUTIEN FINANCIER des ENTREPRISES

- **19,1 Mds d'€** de financements
- **3 Mds d'€** d'investissements au capital des entreprises
- **40 millions d'€** mobilisés en dotation de prêts d'honneur et subventions
- Près de **58 000** prêts garantis, soit **8,5 Mds d'€**
- **1,3 Mds d'€** d'aides et de financements à l'innovation (+8%)
- **Deeptech tour** (10 dates, 5000 participants) et plan Deeptech

FONDS PROPRES

FONDS PROPRES

1,08 Mds d'€ investis dans **62** fonds
1,4 Md d'€ investis dans **244** entreprises
Montant retourné levé par les start-ups de la French Tech : **5 Mds d'€** (x5 en 5 ans)



INTERNATIONAL

14 Mds d'€ de projets couverts par l'assurance export*
1485 entreprises bénéficiaires d'assurance-prospection (+42%)

INTERNATIONAL



ACCOMPAGNEMENT NON FINANCIER et RESEAUX

- **1355** entreprises accélérées, dont **756** en 2019, **1187** missions de conseil PME/ETI (+52%), **789** missions de conseil start-up /innovation (+6%), **2900** actions d'accompagnement à l'international (+10%)
- **74 909** sessions de formation en e-learning (+41%)
- Le **French Fab Tour** a mis en valeur l'industrie française : **60** étapes, **600 000** visiteurs, **30 000** étudiants, **10 000** offres d'emploi proposées...
- Création du **Volontariat Territorial en Entreprise**
- Tournée **Entrepreneuriat pour tous** : **35** étapes, **15 000** personnes touchées

ACCOMPAGNEMENT NON FINANCIER

3.1.7.1.a Les principaux risques et enjeux de Responsabilité Sociétale de Bpifrance

Investi d'une mission d'intérêt général de « soutien de « la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie », Bpifrance a intégré dans ses modes d'intervention et son fonctionnement une dimension extra-financière inhérente à cette mission, en se dotant d'une charte de responsabilité sociétale, et en publiant sa démarche d'investisseur responsable et ses rapports.

L'analyse des risques extra-financiers et des enjeux associés a été menée en 2018, sous le pilotage de la direction du développement durable et de la RSE, et en cohérence avec la démarche conduite par le Groupe Caisse des Dépôts. La cartographie des risques a été élaborée à partir de la méthode suivante :

- Identification des risques potentiels
- Identification des mesures et moyens de maîtrise de ces risques
- Hiérarchisation et cotation des risques, selon une méthodologie adaptée aux problématiques d'évaluation de sujets extra-financiers.

Le tableau ci-après décrit les macro-risques identifiés et les enjeux RSE liés :

MACRO-RISQUES	IMPACTS MAJEURS IDENTIFIES	ENJEUX RSE
GOUVERNANCE ET ETHIQUE 3.1.7.1.b	Financer ou accompagner des entreprises ou projets qui contribuent au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme ou reposent sur la corruption	Ethique des affaires
	Risques juridiques et de réputation	Sécurité des données
	Défiance des clients et parties prenantes Risque de pertes financières	Sécurité des fonds
FAILLIR AUX MISSIONS D'INTERET GENERAL 3.1.7.1.d	Ne pas accompagner les entreprises dans les évolutions incontournables pour leur pérennité : la prise en compte du changement climatique dans leurs activités et la transformation numérique	Transition Ecologique et Energétique
	Ne pas prendre en compte l'équilibre dans l'aménagement économique des territoires dans ses activités	Développement économique des territoires Transformation numérique
SATISFACTION DES PARTIES PRENANTES 3.1.7.1.c	Perte de clients et non contribution à la compétitivité des entreprises et de l'économie, en raison d'une mauvaise adéquation de l'offre produits et services	Clients
	Générer des risques environnementaux, sociaux ou sociétaux	Qualité de L'offre
		Autres Parties Prenantes
PRISE EN COMPTE DES ENJEUX Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance ("ESG") dans ses métiers 3.1.7.1.e	Ne pas respecter ses engagements d'investisseur responsable	Intégration ESG
	Ne pas sensibiliser et engager les entreprises à prendre en compte les enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux dans leurs activités, notamment pour lutter contre le changement climatique et renforcer leurs impacts positifs sur l'économie et la société	Engagement actionnarial
CAPITAL HUMAIN 3.1.7.1.e	Diminution de l'attractivité du Groupe	Qualité de vie au travail
	Motivation médiocre générant l'insatisfaction clients et partenaires	Diversité et égalité des chances
		Dialogue social
	Inadéquation des profils aux besoins des nouveaux métiers et organisations	Capital Humain (formation, talents...)

Les politiques et démarches en lien avec les enjeux RSE ont été identifiées et les indicateurs de suivi définis :

ENJEUX RSE	POLITIQUES ET DEMARCHES	INDICATEURS DE SUIVI
Ethique des affaires	Doctrine Politique de conformité Politiques de lutte contre le blanchiment d'argent et le terrorisme (LCB/FT) Politique de lutte contre la corruption Politique d'externalisation Droit d'alerte Espace intranet Contrôle Permanent et Conformité (procédures et notes d'instruction) Formations des collaborateurs à LCB/FT et à la lutte contre la corruption Espace Bpifrance Ethique et Conformité Plate-forme de référencement fournisseurs	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption
Sécurité des données	Politique de sécurité du système d'information Procédures et instructions internes d'application Procédure et outil d'habilitation aux applications et systèmes informatiques Procédures et dispositifs sécurisés d'accès aux locaux Audits et tests anti-intrusion	Nombre d'audits et tests anti-intrusion
Sécurité des fonds	Politique de lutte contre la corruption Formations des collaborateurs à LCB/FT et à la lutte contre la corruption Dispositifs informatisés d'engagement/validation/paiement dissociés Absence de liquidités sur les sites	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption
Transition Ecologique et Energétique (TEE)	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019) Engagements Climat	Poids des financements TEE dans l'activité
Développement économique des territoires	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019) Partenariats régionaux	Poids des financements rapporté au potentiel économique des Régions
Transformation numérique	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019)	Poids des financements "numetic" dans l'activité
CLIENTS	Doctrine Charte de responsabilité sociétale Groupe Bpifrance Plans stratégiques successifs (2015-2018, 2016-2019, 2018-2023, actualisation 2019)) Organisation décentralisée Actions de mise en réseau : Bpifrance Excellence- Bpifrance Inno Génération- Partenariats sportifs Offre financière et extra-financière (Accompagnement et Université)	NPS et taux de satisfaction clients

QUALITE de L'offre	Enquête annuelle de satisfaction clients Proximité clients et partenaires (organisation décentralisée, mise en réseau, évènements) Continuum d'offre en constante évolution, pour accompagner toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, à toutes les étapes de leur développement et sur toutes leurs problématiques, financières et extra-financières Comité transverse trimestriel de l'offre Groupe	NPS et taux de satisfaction clients
Autres Parties Prenantes	Doctrine Partenariats et conventions (exemple : garantie déléguée) Principe de co-intervention	Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme
Intégration des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)	Doctrine Démarche d'investisseur responsable (IR) Modalités opérationnelles de mise en œuvre de la démarche IR (analyse préinvestissement, définition d'axes de progrès, suivi pendant la période de détention ; analyse et suivi des démarches ESG des fonds) Enquête annuelle ESG Intégration de l'analyse ESG dans l'activité de financement Evaluation et suivi des impacts environnementaux et sociaux (E&S) des projets en assurance-crédit et investissement	Empreinte carbone du portefeuille coté Montant des encours sous gestion directe exposés directement au secteur du charbon thermique
Engagement actionnarial	Démarche d'investisseur responsable (IR) Modalités opérationnelles de mise en œuvre de la démarche IR Enquête annuelle ESG	Nombre d'entreprises ayant répondu positivement aux questions sur l'évaluation de leurs activités aux risques du changement climatique physiques d'une part, de transition d'autre part.
Qualité de vie au travail (QVT)	Accord cadre et accords QVT Groupe Bpifrance Engagements et dispositifs associés : prévention santé au travail-mesures bien-être (entretiens annuels, mobilité, accès aux informations, dispositifs d'accompagnement) - rôle du management-articulation temps de travail -télétravail - parentalité : congés spéciaux - dispositif garde d'urgence, berceaux- dons de jours de repos	Nombre moyen de jours d'absence maladie hors longue maladie Taux de satisfaction salariés
Diversité et égalité des chances	Accords Egalité homme femme, handicap Engagement diversité	Taux de recrutement des Femmes en CDI et CDD. Taux d'emploi légal Handicap (direct +indirect) Pourcentage de jeunes de moins de 30 ans et de seniors de plus de 55 ans dans les recrutements
Dialogue social	Dispositifs dialogue social Instances représentatives du personnel Groupe et sociétés du groupe Nombre d'accords et avenants signés dans l'année	Thématiques des accords Nombre d'accords et avenants signés dans l'année
Capital Humain (formation, talents...)	Politiques de formation Processus de définition de l'offre Diversité des offres et modes de formation	Taux d'accès à la formation Taux de rotation du personnel en CDI

3.1.7.1 b Gouvernance et éthique

Une Gouvernance forte

Bpifrance est doté, par sa loi de création, d'un conseil d'administration qui réunit, à parité, huit représentants de l'Etat et de la Caisse des Dépôts, ses principaux actionnaires, deux représentants des régions, un homme et une femme représentants des salariés, et une personnalité qualifiée, nommé par décret pour assurer la direction générale de la société.

Le conseil d'administration de Bpifrance a été convoqué et s'est réuni à 9 reprises au cours de l'année 2019, avec un taux de présence de ses administrateurs de 70.5 %.

Des comités d'audit, des risques, et des rémunérations, complètent le dispositif de gouvernance.

Les règlements intérieurs des conseils d'administration de Bpifrance et de ses filiales¹ précisent le fonctionnement et les prérogatives de chacun de ces conseils d'administration, ainsi que ceux des comités, et comportent une charte d'administrateur, qui définit les devoirs des administrateurs en matière notamment d'assiduité, de confidentialité, et de déontologie.

Dénomination et Forme sociale	Représentant légal	Instance de gouvernance (et nombre total d'administrateurs)	Nombre d'administrateurs représentant les actionnaires de bpifrance	Nombre d'administrateurs personnalités qualifiées	Nombre d'administrateurs représentant les salariés	Comités Spécialisés	Parité
Bpifrance SA	DG (Présidence et DG dissociées)	CA (14 administrateurs)	8	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; comités des nominations et rémunérations (CNR)	Oui
Bpifrance Financement SA ²	DG (Présidence et DG dissociées)	CA (12 administrateurs)	6	3	2	Comité d'Audit et des Risques ; CNR ; comités métiers Financement-Garantie et Innovation	non
Bpifrance Investissement SAS	Président	CA (10 administrateurs)	6	3	0	CNR	Oui
Bpifrance Participations SA	PDG	CA (10 administrateurs)	6	3	0	Comité d'Audit et des Risques ; Comité d'investissement	Oui
Bpifrance Assurance Export SAS	Président					non	N/A
Bpifrance Régions SA	DG (Présidence et DG dissociées)	CA (13 administrateurs)	13	0	0	non	non
Bpifrance Courtage SAS	Président	N/A	0	0	0	N/A	N/A

¹ Bpifrance Financement, Bpifrance Participations, Bpifrance Investissement, Bpifrance Assurance Export et Bpifrance Assurance Courtage

² Les administrateurs indépendants et l'administrateur représentant les actionnaires minoritaires ont été classés dans les personnalités qualifiées

Un comité national d'orientation de Bpifrance (CNO), présidé par un président de région, est chargé d'exprimer un avis sur les orientations stratégiques, la doctrine d'intervention et les modalités d'exercice par la société et ses filiales de leurs missions d'intérêt général et sur la mise en œuvre de la transition écologique et énergétique. Sa composition paritaire est déterminée par la loi de création de Bpifrance, et assure notamment la représentation d'élus de l'Assemblée Nationale et du Sénat, des syndicats, des organisations professionnelles et d'experts sectoriels.

De même, des comités régionaux d'orientation, présidés par les présidents des régions, ont été instaurés, et chargés « de formuler un avis sur les modalités d'exercice par la société anonyme Bpifrance et ses filiales de ses missions au niveau régional et sur la cohérence de ses orientations stratégiques avec la stratégie régionale de développement économique. Il adresse ses avis aux organes régionaux de direction de la société anonyme Bpifrance ».

Le contrôle interne, organisé conformément aux exigences des autorités de tutelle, veille à la régularité et à la conformité des opérations et au respect, par Bpifrance et ses filiales, de leurs obligations réglementaires

Celles-ci sont strictement respectées, notamment en matière d'élaboration et transmission de documents aux autorités de tutelle et agences de notation, consultées en tant que de besoin. Les personnels de toutes les structures sont sensibilisés et formés à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et exercent leurs activités dans le cadre de codes de déontologie déclinés dans chaque entité du groupe, dont chaque membre du personnel a été invité à prendre connaissance et à s'engager à exercer ses activités en se conformant strictement à ses dispositions.

Le groupe Bpifrance et ses filiales, dont Bpifrance Financement, détenu par l'Etat et la Caisse des dépôts, paie l'intégralité de ses impôts en France où tout son chiffre d'affaires est réalisé.

Déontologie, Ethique et sécurité des données et des fonds

Bpifrance inscrit son action à la croisée de l'intérêt général et du marché, en accompagnant les entreprises françaises suivant des valeurs qui guident son action : la Proximité, la Simplicité, la Volonté, et l'Optimisme, et ces valeurs de Bpifrance se déclinent aussi en matière d'éthique et de conformité :

- Volonté : de se conformer aux meilleurs standards
- Optimisme : le respect de valeurs exemplaires pour un climat de confiance propice au développement des activités
- Simplicité : la traduction d'un environnement réglementaire vaste et complexe dans des règles simples et partagées de tous
- Proximité : l'engagement d'une équipe Conformité disponible et proche de tous

Un espace "Ethique et conformité", sur le site de Bpifrance, informe les parties prenantes de Bpifrance de l'engagement de son Directeur général et met à leur disposition la charte Ethique de Bpifrance.

Les collaborateurs doivent exercer leurs activités en faisant part de loyauté, intégrité, professionnalisme et honnêteté, et des dispositifs sont mis en place pour définir et encadrer ces modalités :

Bpifrance est doté d'une politique Groupe de conformité, de codes de déontologie, de politiques de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme au niveau de chaque filiale, et, enfin, d'une politique Groupe de lutte contre la corruption.

La politique Groupe Bpifrance a fixé et remplacé le 4 février 2016 les politiques et procédures des activités de financement et d'investissement en matière de prévention et de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LCB-FT), des procédures opérationnelles de mise en œuvre métier ont été définies, et un outil de suivi des diligences mis en place. Un nouvel outil, intégrant des fonctionnalités de recherche et d'historisation, a été déployé en 2019 auprès des collaborateurs de Bpifrance Financement, et la procédure d'application mise à jour. Les collaborateurs de Bpifrance sont formés à ces politiques et aux obligations qui en résultent: tout nouvel arrivant, quel que soit son statut, doit prendre du règlement intérieur, du code de déontologie et des politiques de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, et suivre les formations en e-learning proposées, et des sessions en présentiel ont en outre été déployées par la direction de la sécurité financière.

398 collaborateurs ont ainsi suivi le module LCB/FT, 216 nouveaux arrivants et 1127 collaborateurs des services de gestion des sessions en présentiel, et 1748 le module de lutte contre la corruption.

Une 2ème version de la plateforme dématérialisée de référencement des fournisseurs mise en place en 2019 est en phase de test pour déploiement en 2020; les objectifs de cette plateforme sont de renforcer la transparence, faciliter l'homogénéité des processus, évaluer les fournisseurs et prestataires, et assurer le suivi des dispositifs de lutte contre la corruption en application de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, dite Sapin II, en appliquant les principes de :

- équité dans la concurrence (au moment de la consultation et du choix final) ;
- absence de conflits d'intérêts ;
- respect des procédures applicables en matière de cadeaux, marques d'hospitalité et autres avantages ;
- confidentialité des échanges ainsi que la traçabilité et l'archivage de l'ensemble du processus achat.

Des dispositifs de délégations structurent, par filières et niveau de risques, les processus de décision propres à renforcer la confiance des entrepreneurs et de l'ensemble des parties prenantes de la banque, pour l'ensemble des métiers.

Des politiques, process et outils ont par ailleurs été déployés de longue date, afin d'assurer la sécurité des données et la sécurité des fonds confiés ou reçus par Bpifrance :

- L'accès sécurisé aux locaux
- Un outil de gestion des habilitations aux applications et systèmes Bpifrance
- La charte d'utilisation du Système d'Information de Bpifrance (SI), la politique de sécurité du SI et sa politique de contrôle sont complétés par des dispositifs de sécurisation du poste de travail et de tests d'intrusion
- Des règles strictes et tracées de séparation des demandes et validations de paiement
- Une totale absence de liquidités sur les sites
- La politique et les formations des collaborateurs à la lutte contre la corruption
- un dispositif de contrôle interne rigoureux,
- des comités d'audit et des risques, dans la SA et les filiales métiers.

Des audits et tests anti-intrusion sont par ailleurs réalisés chaque année, à la fois sur des outils Groupe et sur des outils métiers (45 en 2019). La gestion de la sécurité du système d'information de Bpifrance est en évolution permanente, et Bpifrance investit en permanence pour garantir la sécurité des opérations et la protection des données de ses clients et partenaires, notamment dans la gestion des process et la sensibilisation et la formation des collaborateurs.

3.1.7.1.c Croissance durable des entreprises – Parties prenantes



Qualité de l'offre et satisfaction clients : la raison d'être de Bpifrance

Toute l'organisation de Bpifrance et ses moyens sont axés sur cet objectif :

- une organisation décentralisée, avec 48 implantations régionales, au plus près des entreprises et de leur écosystème
- un continuum de financement en constante évolution pour accompagner toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, à toutes les étapes de leur développement et sur toutes leurs problématiques
- une proposition d'accompagnement non financier : conseil, formation, accélérateurs nationaux, régionaux et sectoriels
- des événements de mise en relation : Bpifrance Excellence, Euroquity, Bpifrance Inno Génération par exemple
- de la communication numérique sur des sujets d'actualité et des sondages
- des études et publications
- une enquête annuelle de satisfaction...

Quelques éléments pour illustrer cette attention permanente :

- des fonctions nouvelles ont été créées pour mieux accompagner en Région les évolutions de l'offre : ainsi, en 2019 des responsables création et entrepreneuriat, en relation avec les réseaux d'accompagnement à la création d'entreprises soutenus par Bpifrance ;
- une nouvelle année de forte dynamique en financement, avec 18,7 Md € de crédits aux entreprises (8,1 Md€ de crédits à l'investissement, 9,3 Md€ de financements court terme classiques et 0,4 Md€ de crédits CT-Avance CICE, 1,3 Md€ de financement de l'innovation)
- un maintien de l'activité de garantie à haut niveau, qui bénéficie toujours, pour environ 90% aux TPE
- le déploiement du plan Deeptech, dont l'objectif est de doubler le nombre de start-up, en les soutenant dans leurs étapes d'émergence, d'accélération et de croissance, par le financement des innovations (près de 80M€ ont été déployés au bénéfice de 250 start-up), l'investissement en fonds propres (140M€ investis en direct et 240M€ en fonds de fonds, soit 960M€ grâce à l'effet de levier) ; le Deeptech tour lancé en 2019 dans les campus a réuni plus de 5000 participants sur dix dates ; enfin, un concours à destination des jeunes docteurs a été lancé avec le M.E.S.R.I.³ afin de les attirer vers la création d'entreprises ;
- 2,5 Md€ d'investissement au capital des entreprises et dans l'écosystème des fonds d'investissement français : près de 1,1 Md € ont été investis en 2019 dans 62 fonds (+12%), et 1,4 Md € dans 244 entreprises ;
- La démocratisation de la gamme des produits export : la mise en place d'un continuum de solutions d'accompagnement des entreprises à l'international, se traduit par une nouvelle progression du nombre d'entreprises bénéficiaires de ces produits et services, notamment sur l'assurance prospection (+ 42%)
- Une réponse accrue aux attentes non-financières des PME et des entrepreneurs de croissance :
 - o La mise en réseau, pour rompre la solitude des dirigeants : plus de 80 événements, en région ou dans le cadre de programmes d'accompagnement, de Bpifrance Inno Génération, ...
 - o Des missions de conseil abordables, menées par un réseau de consultants indépendants, au profit de 1187 PME et ETI (+52%) et 789 pour des start-up et projets d'innovation, 2900 actions d'accompagnement à l'international
 - o La formation, dans des formats adaptés aux dirigeants de PME : 253 jours de formation dispensés par 11 grandes écoles partenaires et près de 75 000 sessions en e-learning

³ Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation

- Les programmes Accélérateurs, pour structurer en profondeur l'entreprise, déverrouiller les ambitions, la faire bénéficier du collectif : 1355 entreprises – dont 756 recrutées en 2019- ont bénéficié ou suivent les programmes, déployés sur l'ensemble du territoire : 29 promotions ont ainsi été lancées en 2019, avec plus de 30 partenaires, et deux nouveautés : un accélérateur destiné aux start-up investies par Bpifrance et un accélérateur pour les petites PME de 2 à 10 M€ de chiffre d'affaires ;
- La tournée du collectif French Fab⁴, pour donner envie d'industrie aux Français à l'occasion de 60 étapes et rencontres avec le collectif French Tech, dans toute la France, suivies par 600 000 visiteurs, 30 000 étudiants, et qui ont donné lieu à 10 000 offres d'emploi ;
- Le lancement du Volontariat Territorial en Entreprise, pour aider les PME et ETI dans leurs besoins de recrutement et orienter les étudiants et jeunes diplômés de l'enseignement supérieur vers les PME et les ETI : 100 contrats ont déjà été signés depuis le lancement en mai 2019. Durant une année, à travers des missions proposées par des entrepreneurs aux étudiants de bac+2 à bac+5, ces jeunes auront l'opportunité de vivre une expérience 360° dans le monde de l'industrie en endossant des responsabilités avec un contrat en alternance de longue durée ou un contrat post-diplômé d'une année minimum ;
- Le site du LAB met à disposition de tous, ses études, publiées à l'issue d'enquêtes et d'entretiens approfondis, les enquêtes de conjoncture, ainsi que les travaux des partenariats de recherche ;
- Les indicateurs d'impact des actions de Bpifrance sont publiés sur le site, dans un espace dédié, et les résultats de l'enquête annuelle de satisfaction clients -dont la réalisation est sous-traitée à un institut de sondage indépendant- sont également communiqués sur le site : l'enquête 2019 révèle une note de satisfaction stable de 7,2 sur 10 et un Net Promoteur Score de 27.

Cette enquête annuelle a pour objectifs d'évaluer la satisfaction des clients de Bpifrance, et de déceler les attentes, en vue de l'évolution éventuelle de l'offre. Le Comité de l'offre Groupe, qui se réunit trimestriellement, a pour missions de revoir en amont les nouveaux produits et services ou transformations envisagés, d'émettre en aval un avis avant présentation au Comex et de définir les chantiers transverses à lancer.

Les résultats de l'enquête annuelle, et des communautés transverses aux différents métiers, constituées sur les secteurs majeurs (TEE, Mobilité, Agro-Business, ESS et Impact) contribuent à alimenter ces travaux et réflexions, qui pourront être également nourries par le projet « Demain ».

Le projet « Demain »⁵, lancé en 2018, autour de neuf enjeux majeurs pour le monde de demain, tous corrélés aux Objectifs de Développement Durable, est un projet transverse, d'intelligence collective, qui implique chacun pour mieux travailler ensemble et accompagner les entreprises face aux grands défis de transformation du monde, en s'attachant, sur chacun de ces enjeux, à en identifier les solutions, les défis, les technologies, pour anticiper les mutations de l'économie, préparer les ruptures à venir et construire une vision du futur. 25 « matrices » ont ainsi été élaborées et publiées, qui présentent les convictions de Bpifrance.

Bpifrance Inno Génération, pour sa 5ème édition, le 10 octobre 2019, a recueilli 52 000 inscrits pour cette journée, où treize régions étaient représentées ; 1000 speakers, 400 conférences et ateliers, 100 innovations pour construire le monde de demain, ont proposé à chacun les moyens de se rencontrer, de s'informer, de s'inspirer.

A l'image des entreprises, les clubs sportifs sont des acteurs économiques importants dans les régions et Bpifrance travaille aux côtés des clubs sportifs partout en France dans l'optique de faire rayonner les territoires : d'un côté pour faire en sorte que la situation sportive grandisse grâce au soutien des entreprises ; de l'autre pour que les entreprises se développent en s'appuyant sur un réseau économique local fort que représente les réseaux de partenaires et les clubs affaires qui regroupent près de 15 000 entreprises ce qui représente un réseau puissant. Le maillage des partenariats sportifs Bpifrance couvre aujourd'hui toute la France, et même l'international, avec 54 clubs de sport collectif partenaires, pluridisciplinaire, avec sept sports représentés (football, basketball, handball, rugby, volleyball, hockey-sur-glace et water-polo), et ne se concentre pas uniquement sur des clubs d'élite.

Satisfaction des autres parties prenantes

Le site Bpifrance et ses espaces, publics ou réservés, sont au service des clients et partenaires, permettant à chacun d'y trouver l'offre correspondant à ses besoins, des contacts à qui s'adresser, des services, des informations tant en matière de mesures d'impact des actions de Bpifrance, que des actualités ou l'accès aux travaux du LAB et à ses études ou à l'offre gratuite de formation de ligne de Bpifrance Université, aux appels d'offres lancés par Bpifrance, sous les valeurs fortes portées par Bpifrance : proximité, simplicité, volonté, optimisme.

Des espaces ou outils en ligne sont spécifiquement dédiés à certaines parties prenantes (Régions par exemple, Fournisseurs, Partenaires Garantie Investisseurs, participants au Concours I-Lab) afin de fluidifier, déposer et gérer les échanges.

⁴ La French Fab est un collectif fondé par l'Alliance Industrie du Futur, Bpifrance, Business France, France Industrie, la Direction Générale des Entreprises et Régions de France. La marque La French Fab incarne les entreprises et sites industriels situés en France qui se reconnaissent dans la volonté de développer l'industrie française, adhèrent aux concepts et valeurs de La French Fab et veulent en porter les couleurs. Elle fédère les écosystèmes de l'industrie portés par tous les acteurs des territoires qui arborent La French Fab comme signe fédérateur.

⁵ <https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Dossiers/Demain-les-grandes-tendances-de-l-innovation>

Au-delà de ces espaces d'information, les dispositifs de dialogue avec l'ensemble des parties prenantes de Bpifrance sont en place : maillage territorial étroit, multiples rencontres et échanges bilatéraux avec les clients lors des échanges sur leurs projets et évolutions, dans le cadre des rencontres organisées pour eux et avec eux (Bpifrance Inno Génération, Excellence, tournée French Fab, Deeptech tour, tournée Entrepreneuriat pour Tous, présence sur les salons -des Entrepreneurs, Produrable, par exemple), rencontres bilatérales, ou rencontres de place avec les acteurs financiers (France Invest, Association Française des Banques, Cap'Invest, club Finance de l'ORSE⁶...), relations étroites de partenariat avec les Régions, enquête annuelle de satisfaction, sans oublier la mise en relation directe, via le site de Bpifrance, avec les interlocuteurs dédiés sur le territoire. Ces dispositifs permettent à toutes les parties prenantes de faire valoir leurs attentes, et à Bpifrance de les prendre en compte, dans l'adaptation de son offre, ou de son organisation (par exemple en créant de nouvelles fonctions) et / ou de ses outils (digitalisation des process). La Direction juridique Groupe de Bpifrance n'a connaissance d'aucun grief ni plainte déposée à l'encontre de Bpifrance ni d'aucune de ses filiales, concernant des impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'homme.

3.1.7.1.d Les missions d'intérêt général

La Responsabilité Sociétale de Bpifrance est inhérente à sa mission même d'intérêt général de « financement et de développement des entreprises, en appui des politiques publiques... en vue de soutenir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie », et réside, par priorité, dans l'efficacité de son action pour créer et maintenir une croissance durable des entreprises, pérenne et créatrice de valeur économique.

La doctrine de Bpifrance, présentée à l'Assemblée Nationale et au Sénat le 15 mai 2013, définit les doctrines d'intervention de Bpifrance et de ses filiales Bpifrance Financement et Bpifrance Investissement, et ses engagements : être un outil au service des entreprises, de redynamisation des territoires, œuvrant pour l'innovation, facteur de compétitivité et de croissance, et qui s'adapte aux spécificités, par une présence au plus près des entreprises et des partenariats étroits, notamment avec les Régions.

En complément, le plan stratégique est révisé chaque année pour prendre en compte au plus près les besoins des entreprises et les évolutions conjoncturelles et sectorielles ; il est le fruit d'un travail approfondi d'actualisation et de larges consultations, soumis à toutes les instances représentatives des parties prenantes du Groupe, et validé par les instances de gouvernance.

Trois enjeux majeurs ont été retenus, sans lesquels l'objectif de servir la croissance durable, l'emploi et la compétitivité de l'économie ne peut être atteint :

- s'engager, financer et accompagner la transition écologique et énergétique
- financer et accompagner la transformation numérique
- contribuer au développement économique des territoires.

Bpifrance s'attache, en outre, à mesurer l'impact de ses activités et à le publier ; une annexe spécifique a ainsi été ajoutée au plan stratégique 2018-2023, et un livret d'impact est publié sur le site de Bpifrance, qui détaille notamment ses interventions, dans quels secteurs, quels en sont les résultats en termes de croissance du chiffre d'affaires, d'emplois et de résilience des entreprises soutenues.

La Transition Ecologique et Energétique (TEE)



Le soutien de la TEE par Bpifrance est l'une des missions qui lui a été confiées par le législateur dans la loi de création, reprise dans la doctrine d'intervention, en priorité de la Charte RSE proposée par Bpifrance à ses parties prenantes et organes de gouvernance, et validée dès 2014, et dans les plans stratégiques.

Le rôle des entreprises dans la TEE est crucial, et l'engagement de Bpifrance total sur cet enjeu majeur de compétitivité durable :

- Bpifrance a réalisé, sur la période de 2014 à 2018, 6,4Md€ d'euros de financements en prêts et aides à l'innovation, et, toutes activités confondues, sur la même période, près de 10Md€, au profit de plus de 13 000 entreprises et projets d'entreprises. En 2018, Bpifrance a accompagné près de 2 600 entreprises du secteur de la TEE ou porteuses de projets d'efficacité énergétique et de développement d'énergies renouvelables, pour près de 2,7 Md€, ce qui marque une progression de 13 % par rapport à 2017, et représente un peu plus de 10% de son activité globale de l'année.

L'action de Bpifrance en faveur de l'industrie s'appuie principalement sur son offre spécifique de financement moyen-long terme, complétée par la gamme classique de Bpifrance (garanties, aides et prêts à l'innovation, financement de court terme, investissements directs et par les fonds partenaires).

⁶ Observatoire de la RSE

- L'empreinte carbone du portefeuille coté a pu être calculée sur les données publiées par 23 entreprises investies par Bpifrance, représentant un montant brut investi de 8 435 K€ (94% du portefeuille coté), et ressort à 0,163 TeqCO2 (vs 0,119 TeqCO2 par millier d'euros investi, calculée en 2018 sur 24 entreprises cotées du portefeuille de Bpifrance, investies pour un montant brut de 9 814M€) ; cette augmentation résulte des variations liées à une entreprise du portefeuille, qui représente 7,2% du portefeuille mesuré (7% en 2018), mais représente 35% du volume des émissions 2019 des entreprises concernées.
- Le Groupe est signataire de la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, les engagements de Montréal et de Paris et la Financial Institutions' Declaration of Intent on Energy Efficiency, et, en décembre 2017, comme investisseur public français, à mettre en œuvre six principes définis dans une charte commune avec la Caisse des Dépôts, l'Agence Française de Développement, le Fonds de Réserve pour les Retraites (FRR) et l'ERAFP⁷. Bpifrance s'est en outre engagé à soutenir et promouvoir l'initiative ACT (Assessing low Carbon Transition) portée par l'ADEME et le CDP (CARBON Disclosure Project), en signant la Charte le 27 novembre 2018 aux côtés de la Caisse des Dépôts, l'Agence des Participations de l'Etat, le FRR, l'ERAFP, et IRCANTEC⁸, et participe aux travaux du Groupe Caisse des Dépôts sur une feuille de route 2°.
- Les enjeux et questions touchant à la TEE sont abordés :
 - o Dans l'outil d'aide à l'analyse Environnementale, Sociale, et de Gouvernance (ESG), qui permet aux investisseurs directs de les prendre en compte au regard de la taille et de l'activité de l'entreprise, et, si cela s'avère pertinent, de définir avec le management, un axe d'amélioration de la performance environnementale
 - o Dans les diligences ESG des investisseurs de la direction Fonds de Fonds,
 - o Dans l'enquête réalisée annuellement auprès des entreprises investies en direct, des fonds partenaires et des entreprises investies par eux
 - o Dans la grille d'analyse mise en place sur les métiers du financement et de l'innovation, au-delà de certains seuils.
- Un module TEE est à la disposition des administrateurs qui représentent Bpifrance au sein des organes de gouvernance des entreprises investies.
- Les enjeux et questions touchant à la TEE sont abordés dans la grille d'analyse mise en place sur les métiers du financement et de l'innovation, au-delà de certains seuils, et incitent l'étudieur à évaluer l'entreprise sur sa maîtrise de consommation énergétique, des émissions de gaz à effet de serre, d'utilisation des ressources naturelles et la mise en œuvre d'éco-conception, de la pollution et des déchets.
- Les aspects environnementaux et sociaux font partie des critères de prise en garantie par Bpifrance Assurance Export de tous les projets d'assurance-crédit de plus de 10 M€ ou situés dans une zone sensible, ou les projets d'assurance investissement, en conformité avec la Recommandation de l'OCDE sur des Approches Communes pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public et le devoir de due diligence environnementale et sociale. Elle vise à s'assurer que les projets concernés respectent la réglementation locale du pays hôte et les standards internationaux pertinents, principalement ceux développés par la Banque Mondiale (WB) et la Société Financière Internationale (IFC).
- Bpifrance est partenaire de CDC Biodiversité dans le cadre notamment du Programme Nature 2050 et membre du Club B4B+ (Club des entreprises pour une biodiversité positive) ; cette thématique a été portée en 2019 dans plusieurs événements (trophée Bpifrance au Festival Le temps Presse, table ronde à Pro durable, conférence à Bpifrance Innovation...) et nos partenariats (Biomim'expo, Les Assises de la Biodiversité).

La sensibilisation des entreprises aux enjeux de la TEE s'effectue aussi par la communication sur ceux-ci, et Bpifrance y contribue, en publiant dossier, études, articles, par ses portraits d'entrepreneurs et ses exemples d'entreprises engagées⁹ par son offre de formation en accès libre sur Bpifrance Université. Un Accélérateur Transition Énergétique a été lancé en association entre Bpifrance et l'ADEME pour aider 28 entreprises du secteur à se développer plus rapidement et renforcer leur positionnement à l'international pour ainsi favoriser l'énergie verte, dans le cadre d'un accompagnement personnalisé de 2 ans.

Réussir la TEE a aussi été retenu comme l'un des enjeux majeurs du monde de demain, porteur de trois défis : maîtriser le stockage de l'énergie, développer l'énergie intelligente, promouvoir l'économie circulaire, l'hydrogène et la filière automobile, les enjeux de l'autoconsommation énergétique, sont porteurs d'innovations de rupture, et sur chacun desquels des solutions ont été identifiées, et ont fait l'objet – de matrices, construites par des groupes de travail ad hoc, dans le cadre du projet « demain », avec deux objectifs : forger la conviction, pour mieux anticiper les mutations et mieux accompagner les entreprises sur les ruptures à venir.

Bpifrance s'est engagé, aux côtés de la Caisse des dépôts à accroître encore ses financements moyen long terme, innovation et investissement, pour participer à l'engagement du Groupe CDC de mobiliser globalement, sur la période 2018/2020, 20 Md € dans le soutien de projets à impact climatique positif, et à ne plus investir - en direct ou via des fonds - dans les entreprises dont l'exposition de l'activité au charbon dépasse 10% du chiffre d'affaires.

Enfin, Bpifrance a engagé, dans la suite de la révision du plan stratégique réalisée en 2019, de décliner un plan Climat en cinq axes, pour :

⁷ Etablissement de retraite additionnelle de la Fonction Publique

⁸ Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'État et des collectivités publiques

⁹ Exemple : <https://www.bpifrance.fr/A-la-une/Actualites/Les-PME-entament-leur-transition-energetique-38441>

- Amplifier l'action de soutien à la transition écologique et énergétique,
- Mesurer l'impact carbone de ses portefeuilles,
- Mettre en place une stratégie opérationnelle de transition écologique et énergétique des portefeuilles,
- Mieux intégrer le facteur climatique dans l'analyse des risques
- Intégrer pleinement les enjeux climat dans le fonctionnement interne.

La transformation numérique

Participer à la conversion numérique est, comme le soutien de la TEE, dans la feuille de route de Bpifrance, et dans ses objectifs depuis la construction de sa doctrine d'intervention.

Pour Bpifrance, la transformation digitale doit être une composante essentielle de toute stratégie d'affaires, qui améliore l'expérience client et optimise la productivité.

La proposition de Bpifrance, au-delà des outils financiers, est donc d'accompagner les entrepreneurs, dans l'évaluation de la maturité de leur entreprise sur ce sujet, d'abord grâce à un outil d'autodiagnostic, le « digitalomètre », puis éventuellement l'appui d'un tiers expert ; de la formation en e-learning leur est proposée sur Bpifrance Université, et les échanges entre pairs facilités par la mise en réseau, voire, pour aller plus loin encore un cursus au sein d'un accélérateur. Un guide pratique de sensibilisation a été publié pour aider les TPE et PME à se préparer au RGPD, ainsi que des retours d'expérience d'entrepreneurs.

Les interventions de Bpifrance sont mesurées sur un domaine dit « numetic », analysé comme suit :

THEMES	POTENTIEL de DEVELOPPEMENT
•Numérique	• Cyber sécurité
•Microélectronique	• Smart cities
•Photonique	• Smart grids
•Nanotechnologies – Nanoélectronique	• Usines du futur
•Matériaux innovants	• Réalité augmentée
•Systèmes	• Cloud computing
•Logiciels et systèmes embarqués	• Services sans contact
•Valorisation de données massives	• E-education

Le soutien à ce secteur « numetic » a représenté 9,88% de l'activité totale hors holding (18,3 Md€) de Bpifrance en 2018, soit plus de 1,8Md€. ¹⁰



Le développement économique des territoires

Les partenariats avec les Régions autour de dispositifs communs constituent un axe majeur d'implication dans et avec les territoires, pour les entreprises ; en proposant à chaque Région des outils qui s'adaptent aux priorités de sa stratégie de développement économique et d'innovation, et qui répondent aux besoins des entreprises aux différents stades de leur développement, l'accès aux financements disponibles est simplifié pour celles-ci, tout en limitant le besoin de dotation publique.

Ces partenariats permettent de développer une offre de financement adaptée aux spécificités territoriales via des outils communs en particulier pour le financement de l'innovation (Fonds Régionaux d'innovation) et l'accès au crédit des entreprises (Fonds Régionaux de garantie) couvrant la plupart des besoins des entreprises en matière de création, d'innovation et de développement.

En outre, des fonds régionaux ou interrégionaux d'investissement ont été mis en place souvent au côté des Régions pour faciliter l'accès des PME aux fonds propres. La mise en commun des moyens financiers entre Bpifrance et les Régions permet d'accroître l'efficacité des interventions, au service du développement des territoires et de l'emploi.

Le déploiement des Accélérateurs régionaux (désormais au nombre de 12) et de 5 accélérateurs Petite entreprise a permis de multiplier par 9 le nombre d'entreprises bénéficiaires de ces programmes, de 50 en 2017 à 449 membres en 2019.

La reprise par Bpifrance, à compter du 1er janvier 2019, de l'ensemble des missions de l'Agence France Entrepreneur (AFE) ainsi que celles de la Caisse des Dépôts (CDC) en faveur de la création d'entreprises, a donné lieu à un large

¹⁰ Près de 2Md€ en 2017

déploiement d'actions, afin d'informer l'écosystème en région de cette reprise d'activités et de mettre en place toutes les conditions de l'entrepreneuriat pour tous, en levant les barrières à l'information, au financement et à la croissance. Ses activités, qui reposent sur le soutien à 30 réseaux d'accompagnement, 1800 implantations régionales, animées par 3 000 collaborateurs et 30 000 bénévoles, ont permis de mobiliser 40M€ en dotations de prêts d'honneur et subventions. Les équipes de Bpifrance se sont mobilisées aux côtés des réseaux d'accompagnement et des collectivités locales pour coconstruire la Tournée Entrepreneuriat Pour Tous pour :

- Présenter la Stratégie Entrepreneuriat Pour Tous, avec son bouquet de solutions à l'attention des entrepreneurs des quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- Promouvoir les partenaires, les réseaux d'accompagnement et faire connaître l'ensemble des solutions à destination des porteurs de projets et entrepreneurs,
- Orienter au mieux les porteurs de projet vers les réseaux et acteurs locaux,
- Valoriser les rôles modèles et rendre compte du dynamisme, de la richesse et de la pluralité des profils d'entrepreneurs et des initiatives.

A travers :

- Des conférences avec des entrepreneurs inspirants
- Des témoignages de chefs d'entreprises
- Des ateliers de sensibilisation à l'entrepreneuriat, des conseils pour vous lancer
- Des animations.

La Tournée a déjà parcouru 35 étapes en 2019, et touché 15 000 personnes, tandis que 73 Citélab et 620 QPV étaient déployés.

Le maillage étroit du territoire facilite et renforce la mise en œuvre des actions et projets, et ce partenariat avec 18 Régions françaises a ainsi permis de mobiliser 1,4 Md€ au profit de plus de 5700 entreprises (+21% -vs 4700 en 2018), sur l'ensemble des dispositifs de garantie, innovation, financement, accompagnement, fonds propres et création.

Bpifrance suit, dans ses indicateurs d'impact, le poids de la Région dans le total des financements de Bpifrance au regard du potentiel économique de la Région, et rend compte à chaque Région de ses indicateurs propres, repris dans le tableau ci-après :

REGION	PIB 2015 (source INSEE) en M€	POTENTIEL ECONOMIQUE DE LA REGION DANS LE PIB NATIONAL	POIDS DES FINANCEMENTS 2018 RAPPORTE AU POTENTIEL ECONOMIQUE DES REGIONS	POIDS DES FINANCEMENTS 2017 RAPPORTE AU POTENTIEL ECONOMIQUE DES REGIONS
Auvergne-Rhône-Alpes	250 120	11,4%	14,70%	13,68%
Bourgogne-Franche-Comté	73 942	3,4%	2,50%	2,67%
Bretagne	91 910	4,2%	3,71%	3,83%
Centre-Val De Loire	70 355	3,2%	2,93%	2,88%
Corse	8 868	0,4%	0,61%	0,53%
Grand Est	152 170	6,9%	6,96%	7,27%
Hauts-de-France	156 922	7,2%	6,45%	6,59%
Ile-de-France	668 823	30,5%	31,75%	32,50%
Normandie	91 740	4,2%	3,17%	2,84%
Nouvelle-Aquitaine	163 898	7,5%	6,48%	6,08%
Occitanie	159 115	7,3%	6,45%	6,46%
Outre-Mer	41 692	1,9%	2,20%	1,96%
Pays-de-la-Loire	109 767	5,0%	4,65%	5,83%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	154 879	7,1%	7,43%	6,86%

3.1.7.1.e La prise en compte des enjeux Environnementaux, Sociaux, Sociétaux et de Gouvernance

La prise en compte plus spécifique des enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux et de gouvernance (ESG) est intégrée dans les plans stratégiques comme dans la doctrine, en cohérence avec la Charte de Responsabilité Sociétale de Bpifrance, présentée et validée par les parties prenantes de Bpifrance (CNO et représentants du personnel) et par ses instances de gouvernance ; la Charte définit les engagements de Bpifrance, tant dans son fonctionnement interne que dans ses métiers, et les enjeux majeurs sur lesquels porteront ses efforts.

La démarche RSE de Bpifrance est pilotée par la Direction du développement durable et de la RSE, rattachée au Directeur exécutif en charge de l'International de la Stratégie, des Etudes et du Développement.

Ses actions sont structurées autour des axes :

- Sensibilisation des entreprises à la RSE
- Renforcement de la position d'acteur de place
- Prise en compte de la dimension RSE dans les processus métiers et au sein de Bpifrance



Sensibilisation des entrepreneurs à la RSE

Les actions de sensibilisation / formation à la RSE ont touché près de 190 entreprises, sensibilisées dans le cadre de matinées ou webinaires, formées, dans le cadre de programmes semi-collectifs (généraliste, axé sur le numérique responsable, en préparation à un projet de labellisation, et individuel pour trois entreprises du secteur agro-alimentaire). Les Objectifs de Développement Durable ont fait l'objet de deux webinaires, dont l'un à l'occasion d'un module de sensibilisation des PME, réalisé en partenariat avec des acteurs reconnus (Global Compact, label Lucie, B&L Evolution). Deux masterclass et deux tables rondes de Bpifrance Inno Génération ont spécifiquement abordé les impacts de la RSE dans les relations fournisseurs, à l'international et dans l'industrie pour en démontrer la création de valeur.

Cette sensibilisation se fait également dans le cadre des accélérateurs (à titre d'exemple : deux journées ont été consacrées à la RSE dans l'accélérateur agro-alimentaire ; les enjeux RSE ont largement été abordés également dans le cadre de l'accélérateur chimie...), et via les modules déployés sur Bpifrance Université.

La présence de Bpifrance sur le salon ProDurable, avec un pavillon qui présente les solutions de 25 start-ups qui proposent des solutions innovantes en matière environnementale, sociale ou sociétale, contribuent également à cette sensibilisation, ainsi que les conférences et ateliers proposés à Bpifrance Inno Génération autour, notamment, des thématiques des matrices du projet Demain et de conférences dédiées autour des enjeux ou sur la RSE.



Renforcement de la position d'acteur de place

La sensibilisation, tant des entrepreneurs que des métiers, se fait également par les actions menées par Bpifrance en tant qu'acteur de place en :

- Participant à des travaux de place : tels que l'élaboration, en commun, sous l'impulsion de la commission ESG de France Invest, avec trois autres acteurs du capital investissement, de questionnaires d'enquête ESG, appliqués par chacun en 2019, et diffusés dans les recommandations à l'attention de la place, pour les démarches avancées ; et des rencontres (C3D, CPME, Institut Choiseul, Observatoire de l'Immatériel, MEDEF, Ordre des Experts-Comptables)
- Pilotant des interventions à Bpifrance Inno Génération (table ronde et témoignages)
- Intervenant dans des salons ou manifestations RSE dans le cadre de nos partenariats, en invitant des entreprises (start-ups/TPE/PME et ETI) :
 - o ProDurable à Paris (plus de 6.000 pers) : pour notre 5ème année de partenariat : le pavillon Tech4Good a accueilli 20 start-ups, et nos trois tables rondes 348 participants ;
 - o 10 entreprises du secteur de la TEE ont participé à la journée de rencontres de l'investissement et du financement organisée par l'ISEFI¹¹
- Participant à des jurys et remises de prix : Entreprises et Environnement (avec le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire), DEFIS RSE, UNICLEN, Entrepreneuriat au Féminin CPME, Prix des Experts-Comptables, et en soutenant des manifestations et festivals : Le Temps Presse, Deauville Green Awards, Atmosphère
- Mettant en œuvre des événements tels que le HandiTech Trophy, et le nouveau concept « Midi Entrepreneurs », qui fait témoigner sur son parcours, « sans filtre », une entrepreneure (6 interventions en 2019).
- Copilotant études et projets : tels que « les ODD, c'est pas compliqué » ! en partenariat avec Global Compact France, le label Lucie, et B&L Evolution, pour sensibiliser les PME aux Objectifs de Développement Durable ; l'enquête « RSE : la parole aux fournisseurs » avec l'ORSE¹² et PwC¹³, qui a donné lieu à une restitution, des témoignages et un débat entre PME et grands donneurs d'ordre

¹¹ International Symposium on Environment & Energy Finance Issues

¹² Observatoire de la RSE

¹³ <https://presse.bpifrance.fr/enquete-rse-la-parole-aux-fournisseurs-nbspbr-plus-de-70-des-fournisseurs-interroges-sont-regulierement-sollicites-par-leurs-clients-sur-les-sujets-de-rsenbsp/>

Prise en compte de la dimension RSE dans les processus métiers et au sein de Bpifrance

Dans les métiers

La déclinaison de la prise en compte de l'ESG par les métiers prend en compte leurs spécificités opérationnelles.

Bpifrance, Investisseur responsable

Filiale opérationnelle de Bpifrance pour les activités d'investissement direct et en fonds de fonds, Bpifrance Investissement est investi dans l'exercice de ces métiers de la mission d'intérêt général confiée à Bpifrance, et a fait siens les engagements de responsabilité sociétale et les priorités que celui-ci s'est fixées publiquement dans sa Charte RSE :

- Le développement de l'emploi, et plus particulièrement des jeunes
- La transition écologique et énergétique, et plus particulièrement l'optimisation de l'utilisation des ressources énergétiques
- La qualité de la gouvernance et du management, notamment en y promouvant l'intégration des femmes
- La promotion de l'entrepreneuriat féminin.

Des engagements publics

Bpifrance est signataire des Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) promus par l'ONU, en cohérence avec son adhésion aux valeurs du Groupe Caisse des Dépôts, actionnaire à 50 % de Bpifrance.

Acteur significatif de l'accompagnement et du financement des entreprises dans la transition écologique et énergétique tant en direct que par son soutien à des fonds dédiés, Bpifrance a également signé la Déclaration Mondiale sur le Changement climatique, les Engagements de Montréal et de Paris et la Financial Institutions' Declaration of Intent on Energy Efficiency, de la charte des investisseurs publics en faveur du climat, de la charte ACT et des Principes de Santiago.

Bpifrance s'est ainsi engagé, comme le Groupe Caisse des Dépôts, à mesurer l'empreinte carbone de son portefeuille coté et à en assurer le suivi en vue de la transition vers une économie bas carbone. Cette empreinte carbone est calculée annuellement.¹⁴

Bpifrance s'est par ailleurs engagé à ne plus investir - en direct ou via des fonds - dans les entreprises dont l'exposition de l'activité au charbon dépasse 10% du chiffre d'affaires.

Un seul investissement a été réalisé en 2016, en capital, pour un montant brut de 23,9M€, dans une entreprise productrice d'énergie, afin de l'accompagner dans sa transition vers un mix énergétique bas carbone.

Politique d'Investisseur responsable

Dans l'ensemble de ses décisions d'investissement, Bpifrance cherche à prendre systématiquement en compte les critères extra-financiers « ESG » (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) susceptibles d'avoir un impact sur ses investissements.

Sa démarche d'investissement responsable est définie en cohérence avec les référentiels internationaux et avec les pratiques proactives de la place d'une part, et, d'autre part, avec les orientations et les objectifs poursuivis par Bpifrance dans la mission d'intérêt général qui lui a été confiée. L'activité d'investissement participe à cette mission d'intérêt général en renforçant les fonds propres et en accompagnant le développement des TPE, PME et ETI, en participant au développement de l'économie dans un modèle durable tout en assurant une rentabilité financière en ligne avec les pratiques de marché des capitaux investis. La politique d'investisseur responsable est déployée dans son activité d'investissement direct comme dans celle de fonds de fonds.

- **Intégration de l'analyse ESG dans l'activité d'investissement direct**

En phase de due diligence, les équipes d'investissement réalisent un « état des lieux » ESG de l'entité à investir à partir de l'étude du dossier, avec l'aide d'un outil interne permettant d'identifier les enjeux ESG prioritaires en fonction de son secteur d'activité et de sa taille.

Cette phase permet d'identifier les risques ESG suffisamment importants pour ne pas investir et les enjeux pertinents au regard des caractéristiques de l'entreprise concernée, puis, sur la base d'un diagnostic partagé, de sensibiliser les dirigeants et susciter une démarche de progrès, en déterminant des actions d'améliorations en concertation avec l'entrepreneur.

Les enjeux identifiés feront ensuite l'objet d'un dialogue actionnarial et d'un suivi opérationnel des axes d'amélioration ESG identifiés, à travers le Conseil d'Administration potentiellement. L'analyse ainsi conduite repose, en amont de l'investissement, sur une approche essentiellement qualitative et les informations qualitatives ou quantitatives publiées ou communiquées par l'entreprise, puis, pendant la période de détention, sur les informations publiées ou communiquées aux organes de gouvernance dans lesquels siège un représentant de Bpifrance.

L'outil interne d'aide à l'analyse ESG propose aux investisseurs, en fonction des effectifs et secteur d'activité de l'entreprise, les enjeux ESG hiérarchisés à examiner avec l'entreprise, puis, après collecte des données, évalue la prise en compte de ces enjeux, et permet de dégager des axes d'amélioration. Réalisée en interne, cette analyse peut être complétée, pour certains dossiers, par un audit plus complet, réalisé par un organisme externe.

¹⁴ Cf § La Transition Ecologique et Energétique

Le résultat de l'analyse ESG – état des lieux, risques, démarche RSE et pratiques de l'entreprise, axes de progrès -est intégré dans le mémo d'investissement présenté au comité d'investissement et fait partie de l'appréciation portée sur l'entreprise. Il permet également de repérer des bonnes pratiques d'entreprises.

Les axes de progrès discutés et calibrés en concertation avec le dirigeant sont concrétisés par une « lettre de progrès », ou par une clause de responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) intégrée au pacte d'actionnaires.

Dans un second temps, tout au long de la détention de la participation, l'évolution de l'entreprise sur ces enjeux ESG clés sera suivie dans le cadre d'un dialogue régulier avec Bpifrance Investissement, dans le cadre des organes de gouvernance auxquels participe un représentant de Bpifrance, ou de rencontres de suivi.

Enfin, Bpifrance diligente annuellement une enquête auprès des entreprises investies, sur leurs engagements, politiques, et pratiques en matière environnementale, sociale, sociétale et de gouvernance, qui constitue, outre une cartographie de la prise en compte des enjeux ESG par les entreprises du portefeuille du portefeuille, un vecteur de leur sensibilisation sur l'ensemble de ceux-ci.

Par ailleurs, les modules de formation des administrateurs représentant Bpifrance dans les instances de gouvernance des entreprises investies se sont poursuivies en 2019, dans le cadre des sessions Institut Français des Administrateurs, en liaison avec la direction juridique investissement, et la participation au comité de pilotage de l'APIA¹⁵ -intervenant également sur Bpifrance Inno Génération- a abouti à l'organisation d'un évènement en commun, portant notamment sur le rôle des administrateurs dans la RSE.

- **Intégration de l'analyse ESG dans l'activité Fonds de fonds**

Bpifrance Investissement engage avec chaque société de gestion une concertation, en vue de faire connaître et partager son engagement, de sensibiliser et d'emporter l'adhésion. Avant l'investissement, elle envoie un questionnaire ESG dans le « diligence pack ».

Critères de l'analyse ESG

- dans l'activité d'investissement direct dans les entreprises

L'analyse ESG peut être menée avec l'aide d'un outil permettant d'identifier les enjeux ESG pertinents en fonction du méga secteur d'activité et de la taille de l'entreprise, et complétée, pour certains dossiers, par un audit externe. Elle s'articule autour des quatre priorités de la Charte du Développement Durable de Bpifrance et de quatre thèmes répartis sur quatorze questions :

Gouvernance	Capital Humain	Environnement	Parties Prenantes
<ul style="list-style-type: none"> • Transparence et équilibre • Anticipation 	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi et politique sociale • Gestion des emplois et compétences • Diversité et égalité des chances • Bien-être au travail • Climat et dialogue social 	<ul style="list-style-type: none"> • Politique environnementale et système de management • Energie et gaz à effets de serre • Intrants et Déchets • Maîtrise des autres impacts environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Relations pérennes et éthiques avec les fournisseurs • Qualité et satisfaction des clients • Relations avec les autres parties prenantes externes

- dans l'activité Fonds de fonds

Le questionnaire ESG du due diligence pack porte d'une part sur la société de gestion et sa propre politique de RSE en tant qu'entreprise, d'autre part sur la prise en compte des critères ESG dans son métier d'investisseur.

Informations utilisées pour l'analyse ESG

- dans l'activité d'investissement direct dans les entreprises

L'analyse ESG des entreprises repose sur les données communiquées volontairement par celles-ci, publiées ou non.

- dans l'activité Fonds de fonds

Les réponses au questionnaire ESG du « due diligence pack » sont communiquées par la société de gestion. Pendant la durée de vie du fonds, Bpifrance Investissement encourage ses sociétés de gestion partenaires à adopter à leur tour une démarche d'intégration de critères ESG dans leurs analyses des investissements au titre des fonds souscrits par Bpifrance Investissement. Les sociétés de gestion doivent fournir un reporting annuel sur ces sujets, qui porte sur leurs pratiques en tant qu'entreprise, et dans leur métier d'investisseur, ainsi que sur les entreprises investies par les fonds souscrits par Bpifrance.

¹⁵ Administrateurs Indépendants

Enquête annuelle ESG

Bpifrance diligente annuellement une enquête auprès des entreprises de son portefeuille et auprès des gestionnaires des fonds investis. Les résultats de cette enquête sont analysés par la direction du développement durable et de la RSE et présentés et discutés avec les équipes d'investissement.

Le questionnaire de l'enquête porte sur tous les piliers de l'ESG, et intègre notamment des questions sur les impacts du changement climatique sur les activités de l'entreprise. Il a été revu et enrichi, dans le cadre d'un groupe de travail constitué sous l'impulsion de la commission ESG de France Invest, et administré par les quatre membres de ce groupe auprès des fonds et entreprises investis. Ce nouveau questionnaire est recommandé par France Invest dans le cadre des démarches ESG avancées.

Quelques résultats agrégés :

- dans l'activité d'investissement direct dans les entreprises

255 entreprises ont répondu à l'enquête annuelle

- 105 sur 244 d'entre elles, soit 43%, ont déclaré avoir une politique RSE, et 94 sur 237, soit près de 40% des répondants, disent que la thématique RSE est examinée de manière formelle au moins une fois par an avec des membres du Comité Exécutif ou du Conseil d'Administration / de Surveillance
- 101 sur 239 (plus de 42%) disent avoir formalisé un code éthique et 32,8% un code de conduite
- 99 sur 249 ont une politique environnementale formalisée, qui inclut, pour 36 d'entre eux une politique formalisée de réduction des gaz à effet de serre (engagements et objectifs)
- 32 sur 245 déclarent avoir déjà réalisé une évaluation de leur empreinte carbone
- 98 sur 247 ont mis en place un plan d'actions pour réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre
- 24 sur 244 (10%) ont évalué l'exposition de l'entreprise aux risques physiques du changement climatique (événements climatiques extrêmes, réchauffement climatique, hausse du niveau de la mer, etc.)
- 30 sur 246 (12,2%) ont évalué l'exposition de l'entreprise aux risques de transition du changement climatique (évolutions réglementaires, nouvelles tendances de marchés, problématiques technologiques, enjeux de réputation)
- 57 sur 245 ont identifié les principaux risques liés aux matières premières dans leur chaîne de valeur.

Ces 255 entreprises sont investies :

- Pour 51 d'entre elles en Mid-Large cap
- Pour 139, par le pôle Fonds Propres PME
- Pour 65 par les fonds Innovation

- dans l'activité Fonds de fonds

92 sociétés de gestion et entreprises investies par elles ont répondu en 2019 à l'enquête annuelle ESG réalisée par Bpifrance. Sur ces 92 répondantes :

- seules 15 d'entre elles n'ont pas de politique ESG ; pour 60 d'entre elles, cette politique est formalisée, et pour 17 autres, la politique ESG est documentée, et en cours de formalisation
- 81 ont des politiques d'exclusion
- 47 sont signataires des PRI
- 59 mènent une évaluation matérielle des risques et enjeux ESG avant d'investir,
- 61 intègrent systématiquement une analyse ESG dans leurs mémos d'investissement, et 26 évaluent les risques et/ou opportunités associés au changement climatique
- 66 cherchent à identifier les actions ESG prioritaires à mettre en place après investissement et 60 intègrent généralement des clauses ESG dans leurs pactes d'actionnaires
- 69 ont au moins une personne en charge de la mise en œuvre de la démarche ESG et 51 ont mis en place un système de collecte des données ESG
- 20 engagent avec leurs pairs, ou à travers d'autres organisations, à comprendre et répondre aux risques et opportunités liés au changement climatique
- 29 collaborent ou accompagnent les entreprises de leur portefeuille pour s'assurer qu'elles identifient et gèrent les risques et opportunités du changement climatique (financiers, opérationnels, commerciaux, réputationnels...)
- 36 ont au moins un membre indépendant dans leur organe de gouvernance, et 35 au moins une femme.

884 entreprises investies par les fonds investis par Bpifrance ont également répondu à l'enquête annuelle ESG.

- 189 sur 610 d'entre elles, soit 31%, ont déclaré avoir une politique RSE, mais 304 sur 718 disent que la thématique RSE est examinée de manière formelle au moins une fois par an avec des membres du Comité Exécutif ou du Conseil d'Administration / de Surveillance
- 195 sur 584 (33%) disent avoir formalisé un code éthique ou de conduite
- 138 sur 198 ont une politique environnementale formalisée, qui inclut, pour 125 d'entre eux une politique formalisée de réduction des gaz à effet de serre (engagements et objectifs)
- 42 sur 662 déclarent avoir déjà réalisé une évaluation de leur empreinte carbone
- 199 sur 747 ont mis en place un plan d'actions pour réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre

- 35 sur 726 (moins de 5%) seulement ont évalué l'exposition de l'entreprise aux risques physiques du changement climatique (événements climatiques extrêmes, réchauffement climatique, hausse du niveau de la mer, etc.)
- 47 sur 717 (6,6% seulement) ont évalué l'exposition de l'entreprise aux risques de transition du changement climatique été (évolutions réglementaires, nouvelles tendances de marchés, problématiques technologiques, enjeux de réputation)
- 59 sur 729 ont identifié les principaux risques liés aux matières premières dans leur chaîne de valeur

Prise en compte de la RSE dans les activités de financement

Une analyse simplifiée, en 11 questions, des pratiques ESG de l'entreprise, est prévue pour les dossiers de crédit ou d'accompagnement à l'innovation au-delà de certains seuils.

Ces questions portent sur :

- Pour les sujets environnementaux : la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre, l'utilisation des ressources naturelles et la mise en œuvre de l'écoconception, la pollution et les déchets
- Les sujets sociaux : l'évolution du nombre d'emplois (dont ceux de moins de 25 ans), la qualité des emplois, la santé et la sécurité au travail, le dialogue et le climat social et la gestion des ressources humaines
- Les sujets sociétaux : la transparence et la loyauté des pratiques, l'insertion dans le territoire
- La gouvernance de l'entreprise.

Les pratiques fiscales, comme le respect des droits de l'homme, sont examinés dans le cadre normal d'une étude de financement lorsque ces sujets s'avèrent pertinents.

L'analyse RSE de l'entreprise consiste souvent, pour le chargé d'affaires, à formaliser des points souvent abordés dans l'étude d'une demande de crédit, sans peser sur sa nécessaire agilité opérationnelle.

Ce dispositif d'évaluation RSE a été intégré à l'outil d'étude et aide à la décision, en vue, d'une part, de simplifier le processus en phase opérationnelle, d'autre part, d'évaluer la prise en compte des enjeux par l'entreprise sur une échelle de 1 à 4, afin de compléter l'information nécessaire à la prise de décision.

Cette intégration permettra d'enrichir et préciser la connaissance des pratiques des entreprises sur les sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance, d'enrichir l'offre le cas échéant pour mieux répondre aux besoins décelés.

La responsabilité sociétale de Bpifrance dans ses pratiques

Le capital humain

La politique des ressources humaines s'est attachée, depuis la création de Bpifrance, à créer et animer une communauté de collaborateurs aux compétences multiples, autour des valeurs de l'entreprise.

L'intégration de collaborateurs de nouveaux horizons (Bpifrance Assurance Export au 1^{er} janvier 2017, au 1^{er} janvier 2019, des personnels de CDC International Capital et de l'Agence Française des Entrepreneurs, et de Bpifrance Courtage au 1^{er} janvier 2020), les recrutements et le renouvellement des équipes rendent cet enjeu toujours actuel.

La croissance permanente des activités, l'enrichissement de l'offre, la digitalisation croissante des processus, la création de nouveaux métiers, dans l'accompagnement notamment, conduit à renforcer et faire évoluer les compétences internes, d'une part, et à recruter des compétences nouvelles d'autre part.

Le dialogue social et la qualité de vie au travail, la diversité et l'égalité des chances, et une politique de formation structurée et à l'écoute des besoins, sont les facteurs clés de succès d'une communauté humaine Bpifrance compétente et attachée à l'entreprise et ses valeurs.

A cet égard, les résultats de l'enquête menée en 2019 (« s'engager ensemble ») auprès des collaborateurs sont satisfaisants, tant en termes de taux de participation à 88 % (contre 83% en 2018) que de réponses aux principales questions, avec :

- un score global d'opinion favorable de 70,5%, en augmentation par rapport à 2018 (68,8%) et 2017 (68,3%) avec une progression observée sur quasiment l'ensemble des catégories de questions et une mention particulière pour les catégories Culture & Valeurs et Management Direct qui affichent des scores proches de 80%,
- un très fort sentiment de fierté, en constante augmentation depuis 2014 (93% de réponses favorables) et de confiance accordée à l'entreprise ; confiance qui s'accompagne d'une adhésion encore croissante aux valeurs et ambitions de Bpifrance.

Deux attentes demeurent d'actualité : la coopération entre les lignes de métier et le partage d'information ; par ailleurs, les collaborateurs souhaitent mieux comprendre l'évaluation de leur performance et des objectifs qui leur sont fixés, renforcer leur implication dans les décisions prises et accroître les possibilités d'évolution de carrière au sein de Bpifrance, souhait en phase avec le sentiment de fierté, et avec l'évolution du taux de rotation des CDI, de 2,91% en 2019, sans disparité entre les métiers, contre 3,30% en 2018.

La communication à l'attention des collaborateurs est donc importante, par les intranets tout d'abord, qui regroupent actualités, informations, accès aux outils et applications, par les lettres internes, et par les écrans d'information présents sur chaque site, outre les informations ponctuelles par messagerie si nécessaire, ainsi que par des petits déjeuners avec les directeurs exécutifs, des « chats » organisés avec le directeur général ou les directeurs exécutifs.

Tous les collaborateurs sont conviés à une rencontre générale tous les deux ans (en 2019, à une après-midi d'information et de rencontre la veille de Bpifrance Inno Génération, et à participer à cette journée avec les entrepreneurs le 10 octobre). L'objectif est de renforcer le dialogue social, de permettre aux collaborateurs de s'exprimer directement, et de proposer leurs idées, qui seront soit déployées après étude de faisabilité (par exemple pour améliorer l'empreinte environnementale de Bpifrance, dans le cadre du plan Climat), ou feront l'objet de discussions en vue de modifications d'accords (QVT notamment) ou de nouveaux accords.

Le dialogue social au sein de Bpifrance est soutenu, ainsi qu'en atteste le nombre d'échanges avec les instances représentatives du personnel (134 en 2019 vs 123 en 2018), et des accords sont en place sur toutes les thématiques, notamment la Qualité de Vie au Travail, le handicap, les conditions et temps de travail, l'épargne salariale, la prévoyance. De nouveaux accords GPEC, situations particulières d'activité, prévoyance santé et égalité hommes femmes ont été conclus chez Bpifrance Financement, ainsi que les accords de mise en place des CSE chez Bpifrance Investissement et Assurance Export, de prévoyance santé chez Assurance Export et d'intéressement chez Bpifrance Courtage. Un nouvel avenant à l'accord QVT, signé en février 2019 a aménagé les conditions de télétravail, en ajoutant la possibilité de le pratiquer sur 10 jours non fixes par an ; il est aujourd'hui pratiqué par 8,5% des collaborateurs¹⁶, contre 5,7% à fin 2018, et la part de salariés au forfait, qui bénéficient donc d'une liberté d'organisation de leur temps de travail, augmente de 2% en 2019 pour passer à 86,4% de l'effectif¹⁷.

Aux termes de l'article 13 de l'avenant QVT signé en mai 2016, Bpifrance s'engage à lutter contre toutes les formes de discrimination, et Bpifrance a par ailleurs signé la Charte de la diversité afin de sensibiliser et former ses collaborateurs à la diversité.

Le nouvel accord d'égalité hommes femmes de Bpifrance Financement, signé en juillet 2019, a été conclu pour pérenniser les actions de corrections d'inégalités déjà engagées et les renforcer afin de créer les conditions favorables à la mixité dans tous les domaines. Quatre domaines sont concernés par les mesures prévues : l'embauche et la mixité, la rémunération effective, la promotion professionnelle et la formation ; des actions de sensibilisation et de formation, à l'attention de tous les acteurs de l'entreprise, enfin, sont également prévus.

Les index Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes s'établissent à 88 points pour Bpifrance Financement, 89 pour Bpifrance Investissement, et 97 points pour Bpifrance Assurance Export.

Les dispositions relatives à la santé et la sécurité des accords QVT prévoient : - un bilan annuel auprès du CHSCT - une coordination du médecin du travail du siège social avec les médecins du travail de province - un plan d'activité annuel du médecin du travail (2018 : mi-temps thérapeutique, légionnelle et prévention) - des programmes de sensibilisation : diététique, tabac - l'extension de la procédure d'alerte sur les risques psycho sociaux au groupe Bpifrance. L'accord QVT traite des conditions de travail et notamment des sujets relatifs à la santé, le stress au travail, les risques psycho sociaux, le harcèlement et la violence au travail.

Le nombre moyen de jours d'absence du personnel en CDI, hors longue maladie et mi-temps thérapeutique, diminue sur Bpifrance Financement (de 3,6 jours en 2019 vs 3,8 jours en 2018), et a augmenté sur Bpifrance Investissement (4,2 jours en 2019 vs 1,5 jours en 2018) ainsi que sur Bpifrance Assurance Export (de 4,5 jours à 6,7 jours en 2019). Il s'établit ainsi, en moyenne, sur ce périmètre, à 3,9 jours en 2019 contre 3,5 en 2018.

448 personnes ont été recrutées en CDI contre 402 en 2018 (et 284 en 2017), portant l'effectif total en CDI de 2850 à 3046 collaborateurs en CDI.

Ces recrutements portent pour 54 % sur des femmes (vs 55% en 2018) ; 46% des personnes recrutées sont âgées de moins de 30 ans (vs 52% en 2018), et 2% de plus de 55 ans à la date de leur embauche (vs 3%). Une seule personne a été recrutée en CDD sur l'année 2019 (vs 5 en 2018). Le taux de renouvellement moyen du personnel en CDI ressort à 15,7% en 2019 contre 14,9% en 2018¹⁸, et l'âge moyen des collaborateurs en CDI et CDD du groupe est ainsi passé de 41,6 ans à 40,2 ans en 2019.

Bpifrance mène une politique active d'accompagnement et de montée en compétences des jeunes en formation par l'intermédiaire de ses politiques Ecoles et Université ; ainsi, à fin 2019, 188 contrats d'apprentissage et de professionnalisation étaient en cours (contre 150 au 31/12/2018) et 489 étudiants avaient été accueillis par Bpifrance dans le cadre de contrats d'alternance et de stages de fin d'études pendant l'année 2019 (contre 448 étudiants en 2018), grâce, notamment, aux interventions et animations avec de grandes écoles à Paris et en région et de partenariats (dont certains spécifiquement sur l'emploi et l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap), ainsi que la communication par les réseaux sociaux.

Des accords en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes en situation de handicap sont en vigueur, et Bpifrance s'engage en faveur de l'insertion professionnelle et de l'emploi des personnes handicapées, avec trois objectifs :

1. Accompagner au quotidien les collaborateurs par des mesures de maintien dans l'emploi, recourir aux prestations du secteur adapté et protégé,
2. Recruter des collaborateurs en situation de handicap, accueillir des jeunes en alternance ou en stage,

¹⁶ Hors pré retraite individuelle et alternants

¹⁷ En CDI et CDD, hors préretraites individuelles, alternants et contrats de professionnalisation.

¹⁸ Le taux de renouvellement des CDI est de 15,7% également sur le périmètre total du groupe incluant Bpifrance Courtage

3. Développer des partenariats avec les écoles et universités, mettre en place des actions de sensibilisation auprès des collaborateurs et managers.

Des actions de sensibilisation sont déployés chaque année (novembre 2019) pour changer le regard sur le handicap, et le Manifeste pour l'inclusion des personnes handicapées dans la vie a été signé par Bpifrance, qui dispose d'un référent handicap.

Ainsi, dans le cadre des Partenariats Ecoles et Universités, il est à noter :

- le renouvellement du partenariat avec l'Université Paris Dauphine
- la mise en place d'un nouveau partenariat Ecole avec Grenoble Ecole de Management en vue de l'insertion professionnelle des étudiants en situation de handicap
- le coaching d'étudiants : intervention de la responsable de la mission Handicap dans les écoles et Universités partenaires ; simulations d'entretiens, aide à la rédaction de cv...
- le financement d'aides techniques (acquisitions d'ordinateurs ultra légers, fauteuils ergonomiques) et humaines (soutien pédagogique, secrétaires d'examens, vacataires).

Néanmoins, pour 2019, le taux d'emploi global handicap direct de Bpifrance Financement ressort à 2,52% (2,70% en 2018), le taux d'emploi global à 3,21% (3,78% en 2018), et le taux d'emploi avec minorations à 4,02% (4,73% en 2018). Les taux d'emploi direct de Bpifrance Investissement et de Bpifrance Assurance Export sont respectivement de 1,02% et 1,72%, le taux d'emploi global de Bpifrance Assurance Export de 1,72%, les taux d'emploi avec minorations de Bpifrance Investissement et Bpifrance Assurance Export de respectivement 1,32% et 2,59%.

3069 collaborateurs, de Bpifrance Financement, Bpifrance Investissement et Bpifrance Assurance Export, en CDI, CDD, contrats d'alternance et contrats de professionnalisation, ont ainsi bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année.

L'offre de formation est revue chaque année, adaptée en fonction des évolutions des métiers et process, et prend en compte les demandes et constats résultant de la campagne d'entretiens annuels dont tous les collaborateurs bénéficient. Elle est élaborée en concertation avec les directions métiers, présentée aux instances représentatives du personnel et au comité de direction pour validation.

L'offre est structurée en modules (thématiques stratégiques, compétences métiers, aptitudes professionnelles, outils et sécurité, se former en situation de travail), et développée en s'appuyant sur des outils digitaux adaptés à la mobilité et des sessions en présentiel, et des compétences internes et externes

Sensibilisation des collaborateurs

La poursuite de la sensibilisation des collaborateurs s'est poursuivie, avec des quiz et concours sur les déchets, la mobilité, et la bascule de la Plateforme Eco-socio gestes sous un format « réseau social » pour les salariés.

Par ailleurs, une deuxième vague d'ateliers d'échanges sur des initiatives d'innovations frugales dans le cadre de la méthodologie développée par la start-up Ecofrugal a été déployée et ce sont donc près de 250 collaborateurs qui se sont engagés dans ces groupes transverses internes, sur l'ensemble du territoire national. Des initiatives ont également été prises sur de nombreux sites, à l'initiative des collaborateurs, pour éliminer par exemple les gobelets jetables, ou mieux trier.

La collaboration avec la Direction des Moyens Généraux a été renforcée, avec la mise en place d'un plan d'actions et de rendez-vous de suivi.

Un challenge a été lancé dans les services de mise en place, afin de les inciter à accélérer la mise en œuvre de la signature électronique, et a rencontré un vif succès, permettant de planter plus de 600 arbres.

Enfin, un an après l'intégration de la dimension RSE dans le process de référencement des fournisseurs Bpifrance, en liaison avec le Contrôle de gestion Bpifrance, une cartographie est en cours, afin de sensibiliser, à partir de cet état des lieux, les directions acheteuses.

Gestion environnementale

La Direction des Moyens Généraux (DMG) assure la gestion des implantations du siège et du réseau de Bpifrance, ainsi que des moyens logistiques de l'ensemble du groupe depuis la fin de l'année 2013.

Ce pilotage opérationnel, coordonné avec l'ensemble des directions, a permis d'élargir la mesure des impacts environnementaux des activités, qui résultent essentiellement des consommations d'énergie des implantations, des déplacements des collaborateurs et de la consommation de papier, à l'ensemble des composantes du Groupe.

La certification « HQE bâtiment tertiaire en exploitation » du siège social « Le Vaisseau », obtenue en 2014, est reconduite chaque année, au niveau excellent sur l'axe Bâtiment Durable et Gestion Durable.

Un deuxième site, dans Paris, a obtenu en 2018 la même certification HQE « excellent » de bâtiment tertiaire en exploitation, et un autre est certifié HQE tertiaire en exploitation pour les parties communes. Par ailleurs, plusieurs implantations en région sont situées dans des immeubles certifiés (BREEAM pour Marseille et Bordeaux ; B positif pour Nancy ; RT 2020 pour Brest).

Les indicateurs de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre, résultant de l'utilisation des 50 sites de Bpifrance, ainsi que les consommations de papier sont étroitement suivis, et les mesures prises chaque année inscrivent Bpifrance dans une trajectoire d'amélioration constante.

Les émissions de CO₂ par collaborateur en activité, résultant des consommations d'énergie, ont ainsi diminué de plus de 11% en 2019 par rapport à 2018. Ces émissions concernent l'éclairage, la consommation électrique informatique, le chauffage et la climatisation.

La forte diminution de consommation de papier en volume, constatée sur les dernières années, résultant de la digitalisation des processus d'une part, d'autre part, des mesures prises (recto/verso par défaut), sensibilisation des collaborateurs, ralentit sur 2019 (-4% vs -23% en 2018, et -13% en 2017), mais la consommation par collaborateur en activité diminue de 12% en 2019. Le retrait des impressions sur badgeage, mis en place au siège social au dernier trimestre 2019, pour être déployé plus largement en 2020, combiné à la relance d'actions de sensibilisation, doit permettre de maintenir la diminution de l'usage du papier.

Une solution homogène de tri et enlèvement des déchets a été déployée sur le dernier trimestre 2019, dans tous les sites métropolitains -à l'exception de Maisons-Alfort où une solution adaptée est en place de longue date, et des deux sites parisiens, dont la configuration nécessite une étude des prestataires -, dans l'objectif d'améliorer le tri et d'en mesurer les flux.

Bpifrance n'est pas concerné, dans son fonctionnement, par l'économie circulaire ; les actions de la DMG sont néanmoins sous-tendues par des objectifs de réduction de consommations et d'émissions (les gobelets plastique ont été par exemple supprimés et remplacés par des gobelets carton en fin d'année 2018, le tri des cartouches d'encre est en place sur tous les sites, les fontaines à eau connectées au réseau ont été mises en place systématiquement pour éviter les bonbonnes et bouteilles plastiques); les collaborateurs se montrent de plus en plus forces de proposition, et vont jusqu'à mettre en place, à leur échelle ou en équipes, des solutions de réduction de l'empreinte environnementale de Bpifrance (ex machines à café grains en remplacement de celles à dosettes).

La lutte contre la précarité alimentaire, le respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable, et la lutte contre le gaspillage alimentaire ne constituent pas pour Bpifrance, du fait de ses activités de service, des enjeux matériels pertinents. L'installation, au siège social, d'un déshydrateur de résidus et déchets alimentaires au siège social permet néanmoins de les valoriser en biomasse, et des solutions sont à l'étude pour deux autres sites.

Les émissions liées aux déplacements professionnels continuent à augmenter, de 7.7% en 2019 par rapport à 2018, (et de 15,7% par rapport à 2017), en corrélation avec la croissance de l'activité, malgré une démarche incitative à la réduction de leurs impacts (dispositifs de visioconférences pour diminuer les déplacements internes, mutualisation des véhicules pour les déplacements collectifs, incitation à l'utilisation du train...).

La part la plus importante de ces émissions (59% en 2019) est imputable à la flotte de véhicules, dont le catalogue évolue chaque année vers des modèles plus sobres ; ainsi, celui en vigueur comporte-t-il, outre trois véhicules électriques et cinq hybrides, vingt-cinq véhicules émettant moins de 110gCO₂ par kilomètre parcouru, et huit qui émettent de 110 à 116gCO₂ par kilomètre. Les déplacements par air représentent le deuxième poste d'émission (39,7%), et correspondent à des trajets d'une durée supérieure à trois heures, essentiellement sur des trajets internationaux hors Europe ; les volumes d'émissions des trajets par train, qui ne représentent que 1% du total, ont augmenté de 48% en 2019 par rapport à 2017.

Des engagements sociétaux

Les Objectifs de Développement Durable

Bpifrance, signataire de la charte des investisseurs publics en faveur des Objectifs de Développement Durable en novembre 2019, a engagé pendant l'année des actions de sensibilisation des entreprises dans plusieurs événements (Bpifrance Inno Génération, Prourable), deux webinaires, un parcours sur Bpifrance Université, et mené des travaux, en collaboration avec Global Compact France, le label Lucie et le cabinet B&L Evolution, pour relier ISO 26000 et ODD. Une première identification des ODD auxquels contribuent les activités de Bpifrance et d'indicateurs associés a été effectuée, dont les résultats sont publiés dans la déclaration de performance extra-financière pour la première fois.

Favoriser l'entrepreneuriat féminin

Bpifrance s'attache à favoriser l'entrepreneuriat féminin, par de multiples actions et engagements: en visant la parité dans les prises de paroles lors de ses événements, en participant et en soutenant conférences et événements (Hackasprint Women #Tech4good; Femmes Santé Climat – "Egalité, Mixité, Diversité, des entreprises qui font la différence, des entrepreneures qui osent"...), via des partenariats et le soutien de trophées (Be a boss ; Business O Féminin Award, qui récompense des start-up fondées ou cofondées par des femmes dans la Tech, et a lancé un nouveau prix en 2019 pour distinguer une startup à dimension sociétale et environnementale ayant un impact positif sur le monde ; les trophées EAF CPME).

Bpifrance soutient par ailleurs les activités de Level 20, association d'origine anglo-saxonne promeut la mixité dans le capital investissement via deux programmes : du mentorat de jeunes professionnelles du private equity par des femmes et des hommes expérimentés dans l'industrie et la sensibilisation à des carrières dans cette industrie par des actions de présentation des métiers du capital-investissement auprès des étudiantes d'écoles de commerce et d'ingénieurs et des filières économiques à l'Université.

Bpifrance s'est par ailleurs engagé, en signant la Charte SISTA aux côtés de nombreux investisseurs de la place, à favoriser la mixité dans les entreprises du numérique.

Six sessions de "Midi Entrepreneures" ont donné la parole "sans filtre" à des cheffes d'entreprises qui ont partagé leur expérience avec des porteuses de projet et créatrices d'entreprises ou entrepreneures.

Bpifrance a repris le 1er janvier 2019 l'ensemble des missions de l'Agence France Entrepreneur (AFE) ainsi que celles de la Caisse des Dépôts (CDC) en faveur de la création d'entreprises. Bpifrance Création, issu de ce rapprochement, a pour objectif de faciliter l'entrepreneuriat pour tous en levant les barrières à l'information, au financement et à la croissance.

L'action de Bpifrance en soutien de l'entrepreneuriat féminin s'articule autour des axes suivants:

- Accompagner et financer via les réseaux d'accompagnement/ financement à la création d'entreprise
- Accompagner et financer dans le cadre des Plans d'Actions Régionaux (PAR) pour l'entrepreneuriat des femmes (Accord-cadre en faveur de l'entrepreneuriat féminin 2018-2020)
- Sensibiliser en ce compris les jeunes et les femmes issues des territoires fragiles
- Informer et orienter

Soutenir l'insertion des jeunes

En sus de son implication dans les écoles, universités et forums, Bpifrance s'est engagé par ailleurs, depuis 2015 dans le soutien à Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale), projet de démocratisation culturelle centré sur la musique, dont la philosophie est de permettre à des enfants de pratiquer la musique en orchestre et de favoriser leur accès au répertoire classique. Le projet est destiné à des enfants issus de quartiers relevant de la « politique de la ville » ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique ;

L'association « Nos Quartiers ont du Talent », qui vise l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, Bac+3 et plus (Bac+4 et plus pour l'Île-de-France, avec expérimentation Bac+3 en QPV) âgés de moins de 30 ans, issus de milieux sociaux modestes et dont certains résident en quartiers, grâce à un système de parrainage par des cadres, assimilés, voire des dirigeants d'entreprises expérimentés en activité (conseils sur la recherche d'emploi, le CV, la lettre de motivation, les entretiens, aide à la constitution du réseau...).

Le défi lancé aux collaborateurs en 2019: parcourir l'équivalent de la superficie de la France soit 672 051 km² en cumulant des points pour soutenir l'association Sport dans la Ville, via la startup Epic. Sport dans la Ville vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes de quartiers défavorisés par le biais du sport. Sport dans la Ville est sélectionnée par Epic, startup à but non lucratif qui lutte contre les injustices sociales. Epic sélectionne des organisations sociales exceptionnelles et apporte des solutions innovantes afin que chacun puisse exprimer sa générosité en toute confiance, avec un maximum d'impact.

Indicateurs complémentaires : Ressources humaines

Les effectifs Bpifrance

EVOLUTION DES EFFECTIFS AU 31 DECEMBRE¹⁹	2018 (DPEF 2018)	2018 APRES CHANGEMENT DE METHODE	2019 NOUVELLE METHODE	EVOLUTION 2019 VS 2018
Effectif total Groupe	2855	3031 ²⁰	3271 ²¹	12,7%
<i>Dont CDI</i>	2850	2850	3046	6,9%
<i>Dont CDI Bpifrance Financement</i>	2133	2133	2275	6,7%
<i>Dont CDI Bpifrance Investissement²²</i>	457	457	520	12,7%
<i>Dont CDI Bpifrance Assurance Export</i>	249	249	239	-4,0%
<i>Dont CDI Bpifrance Courtage</i>	11	11	12	9,1%
Effectif total en activité, en CDI et CDD, hors contrats d'apprentissage et de professionnalisation²³		2842	3030	6,6%
% de cadres		84,3%	85,6%	85,60%

¹⁹ Nombre de CDI, CDD, personnel rattaché et congés sans solde, à temps plein ou partiel aux 31/12/2019 et 2018, hors stagiaires

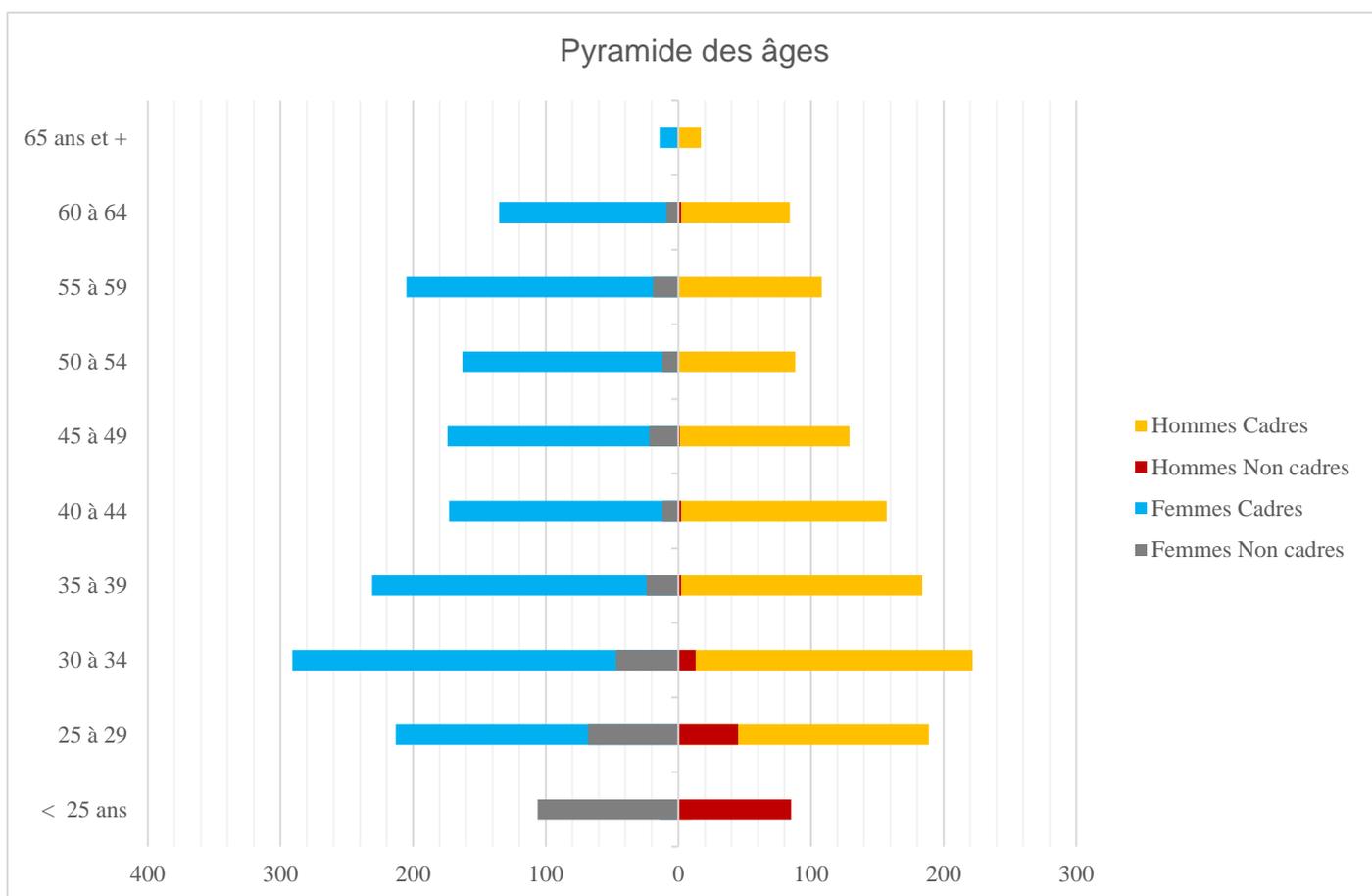
²⁰ Dont 150 contrats d'apprentissage et professionnalisation et 26 pré-retraites individuelles

²¹ Dont 188 contrats d'apprentissage et professionnalisation et 34 pré-retraites individuelles

²² Dont 5 détachés de Bpifrance Financement

²³ Nombre de CDI, CDD, personnel rattaché, hors congés sans solde, préretraite individuelle et stagiaires

Groupe (sur effectif total)	2019		2018	
	Age moyen CDI + CDD	Age moyen total (effectif total)	Age moyen CDI + CDD	Age moyen total (effectif total)
Groupe (sur effectif total)	40,2	40,4	41,6	40,9
Financement	40,0	40,3	41,6	40,7
Investissement	38,5	38,5	38,6	38,6
Assurance Export	45,0	45,2	46,9	46,0
Courtage	45,6	45,6	43,5	43,5



Embauches et départs

5 - EMBAUCHES 2019 (nombre sur l'année 2019)	Embauches en CDI dont transformations contrats en CDI				
	Total	dont < 30 ans à la date d'embauche	dont > 55 ans à la date d'embauche	dont femmes	dont transformation CDD CA CP en CDI
Financement	316	146	9	174	13
Investissement	109	48	0	52	0
Assurance Export	22	13	0	14	1
Courtage	1	0	0	1	0

DEPARTS 2019 (nombre sur l'année 2019)	DEPARTS DES CDI								
	Total départs des CDI			Dont départs en retraite des PRI		Dont licenciements		Dont démissions	
	2019	2018	Evolution	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Financement	174	210	-17,1%	13	17	18	7	63	65
Investissement	46	30	53,3%	0	0	3	0	13	20
Assurance Export	32	28	14,3%	0	0	0	1	7	4
Courtage	0	1	-100,0%	0	0	0	0	0	0
Total	252	269	-6,3%	13	17	21	8	83	89

	2019	2018	ÉVOLUTION
Total embauches	161	126	28%
Contrats Apprentissage/Professionalisation			
dont < 30 ans à la date d'embauche	159	123	29%
dont femmes	88	63	40%
Total des départs	123	93	32%
Contrats Apprentissage/Professionalisation			
Dont transformation CA CP -> CDI	14	9	56%

Organisation du temps de travail (hors alternants)

	2019	2018	ÉVOLUTION
Total	3 049	2 855	7%
Nombre de salariés au forfait	2 634	2 410	
Part de salariés au forfait	86,4%	84,4%	+2%
Nombre de salariés à temps partiel (CDI + CDD)	360	397	-9%
Nombre de salariés en télétravail	259	163	59%

Relations sociales

RELATIONS SOCIALES	Nombre de réunions de l'année 2019				Nombre d'accords conclus sur l'année
	CE	DP	OS et DS	CHSCT	
Financement	13	11	15	8	6
Investissement	11	4	5	6	1
Assurance Export	12	10	18	6	8
Courtage	11	ND	ND	ND	4
Groupe	0	0	4	0	1
Total	47	25	42	20	20

Rémunérations

Rémunérations et évolutions	Masse salariale brute SOCIALE DADS 2019 hors PRI	Masse salariale brute SOCIALE DADS 2018 hors PRI	Evolution 2019 / 2018
Financement	130 043 585	121 926 595	6,66%
Investissement	51 818 684	46 313 996	11,89%
Assurance Export	14 630 062	14 623 384	0,05%
Courtage	ND	ND	ND
TOTAL	196 492 331	182 863 975	7,45%

Indicateurs complémentaires : responsabilité environnementale

ENERGIE et émissions de CO₂

CONSOMMATIONS D'ENERGIE sur les implantations immobilières ⁽¹⁾			
(kWh)	2019	2018	Evolution 2019/2018
SIEGE SOCIAL (Le Vaisseau)	4 978 318	5 326 174	- 6,5%
AUTRES IMPLANTATIONS	4 073 059	4 141 536	- 1,7%
TOTAL	9 051 377	9 467 710	- 4,4%
<i>Ramenée au m²</i>	95,6	102,7	-6,9%
<i>Par collaborateur en activité</i>	2812,7	3164,3	-11,1%

Les consommations d'énergie et émissions de CO₂ sont suivies depuis 2015 sur l'ensemble des sites dans lesquels Bpifrance exerce son activité.

Les surfaces pour lesquelles les consommations ne sont pas disponibles n'ont pas été prises en compte dans le calcul au m² ; elles représentent moins de 1% en 2018 et 3% en 2019.

Les effectifs retenus n'ont pas été corrigés en conséquence, et la consommation comme les émissions sont donc ramenées au collaborateur en activité. La répartition est opérée entre les filiales opérationnelles de Bpifrance à partir de clés de répartition qui prennent en compte le nombre de leurs collaborateurs sur les sites de Maisons-Alfort (siège social), de Haussmann et Drouot. Tous les autres sites sont affectés en quasi-totalité²⁴ à Bpifrance Financement.

²⁴ A l'exception de 1% environ sur un site Assurance Export

EMISSIONS DE CO ₂ (en kg _{éq} CO ₂) liées à la consommation d'énergie facturée ²⁵ sur les implantations immobilières ⁽¹⁾				
		2019	2018	Evolution 2019/2018
	Emissions de CO ₂ Siège social (Le Vaisseau)	523 626,2	570 871	-8,3%
	AUTRES IMPLANTATIONS	375 393,4	378 450	-0,8%
	TOTAL	899 019,6	949 321	-5,3%
	<i>Ramenées au m²</i>	9,5	10,3	-7,8%
	<i>Par collaborateur en activité</i>	279,4	317,3	-11,9%

Déplacements professionnels :

	2019	2018	Evolution 2019 vs 2018	2017	Evolution 2019 vs 2017
TRAIN	27 586	22 080	24,9%	18 603	48,3%
AERIEN	1 097 608	957 352	14,7%	848 841	29,3%
VEHICULES	1 640 406	1 589 047	3,2%	1 524 234	7,6%
TOTAL	2 765 604	2 568 479	7,7%	2 402 199	15,1%
<i>Hors taxis²⁶ et coursiers</i>	12 969	14 658	NS	nc	

Consommation de papier :

Consommation de papier ²⁷ (tonnes) Bpifrance SA			
	2019	2018	Evolution 2019/2018
Bpifrance Financement	66,7	69,2	-41,5%
Bpifrance Investissement	10,4	10,7	9,5%
Bpifrance Assurance Export	4,5	5,1	-25%
TOTAL	81,6	85	-25,8%
Consommation par personne (CDI + CDD en activité) (kg)	26,9	29,9	-11%
Consommation par personne (CDI + CDD en activité + Alternants) (kg)	25,4	28,4	-12%

²⁵ Ces données correspondent aux données facturées des consommations d'électricité (kWh) et de gaz (kWh PCS) auxquelles des facteurs d'émissions (source Base Carbone) ont été appliqués. La consommation de fuel, non significative, n'est pas prise en compte dans le calcul.

²⁶ Ne sont comptés que les déplacements en taxis sur abonnement

²⁷ Papier d'impression et de reproduction, hors papier à en-tête et travaux confiés à des imprimeurs

Tableau des enjeux, indicateurs de suivi, définitions et valeurs 2018 et 2019 :

ENJEUX RSE	Indicateurs de suivi	Définition	Indicateur 2019	Indicateur 2018
Ethique des affaires	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption	Périmètre : Bpifrance Financement Nombre de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption/Nombre total de collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année (en CDI, CDD, Alternance et Professionnalisation) sur le périmètre de Bpifrance Financement	85,8%	83,80%
Sécurité des données	Nombre de tests anti-intrusion	Périmètre Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export Nombre de tests anti-intrusion réalisés sur l'année	45	39
Sécurité des fonds	Taux de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption	Périmètre : Bpifrance Financement Nombre de collaborateurs formés à la LCB/FT et à la lutte contre la corruption/Nombre total de collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année (en CDI, CDD, Alternance et Professionnalisation) sur le périmètre de Bpifrance Financement	85,8%	83,80%

Transition Ecologique et Energétique (TEE)	Poids des financements TEE dans l'activité	Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement : Poids de la TEE en montants d'intervention dans l'ensemble des actions de Bpifrance hors financement de court terme (année N-1). Périmètre : Ensemble des entreprises soutenues des secteurs visant : - la production d'énergie à partir de sources renouvelables - l'optimisation des consommations - et gestion du cycle de vie des ressources naturelles Ensemble des entreprises soutenues n'appartenant pas aux secteurs listés ci-dessus mais portant un projet TEE identifié - par le dispositif de financement - par la stratégie du fonds d'investissement - par l'objet du projet - par leur appartenance à un pôle de compétitivité rattaché à la TEE	10%	9%
Développement économique des territoires	Poids des financements rapporté au potentiel économique des Régions	Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement Poids des financements Bpifrance de l'année N-1, rapporté au potentiel économique des Régions (PIB de la Région ramené au PIB national, sur la base des dernières publications de l'INSEE)	cf tableau §3.1.7.1.d Les missions d'intérêt général...la transformation numérique	cf tableau §3.1.7.1.d Les missions d'intérêt général...la transformation numérique

<p>QUALITE de L'offre</p>	<p>NPS et taux (note) de satisfaction clients</p>	<p>Périmètre : activités Financement, Investissement Assurance Export</p> <p>Le Net Promoter Score est un indicateur permettant de mesurer la recommandation nette, positive ou négative, que les clients donnent vis-à-vis de Bpifrance. Il se calcule en retranchant le pourcentage de détracteurs (notes comprises entre 0 et 6) du pourcentage de promoteurs (notes comprises entre 9 et 10).</p> <p>taux (ou note) de satisfaction exprimé par les clients sur 10</p>	<p>NPS 27</p> <p>Taux (note) de satisfaction clients : 7,2/10</p>	<p>NPS 35</p> <p>Taux (note) de satisfaction clients : 7,5/10</p>
<p>Autres Parties Prenantes</p>	<p>Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme</p>	<p>Périmètre : activités Financement, Investissement Assurance Export</p> <p>Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, la société ou les droits de l'Homme pendant l'année considérée, portés à la connaissance de la direction juridique Groupe</p>	<p>0</p>	<p>0</p>
<p>Intégration des enjeux Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG)</p>	<p>Empreinte carbone du portefeuille coté</p>	<p>Périmètre : Bpifrance Investissement</p> <p>Emissions de CO2 publiées par les entreprises coté du portefeuille investi en direct, ramenées au taux de détention du capital détenu par Bpifrance, puis au millier d'euros brut investi, au 31/12 de l'année N. L'empreinte n'est calculée qu'en présence de données publiées et exploitables, soit</p>	<p>0,163 TeqCO2 par millier d'euros investi (empreinte calculée en 2019 sur les données publiées par 24 entreprises investies par Bpifrance, représentant un montant brut investi de 9 615M€, soit 94% du portefeuille coté)</p>	<p>0,119 TeqCO2 par millier d'euros investi (empreinte calculée en 2018 sur les données publiées par 24 entreprises investies par Bpifrance, représentant un montant brut investi de 9 814M€, soit 95% du portefeuille coté)</p>

	Montant des encours sous gestion directe exposés directement au secteur du charbon thermique	<p>dans la base CDP (Carbon Disclosure Project, soit disponibles dans les bases de données Bloomberg ou MSCI, soit dans les documents de référence) de l'année N-1.</p> <p>Montant brut investi en direct dans des entreprises exposées directement au secteur du charbon thermique</p>	23,9M€	23,4M€
Engagement actionnarial	Nombre d'entreprises ayant répondu positivement à la question de l'évaluation de leurs activités aux risques physiques d'une part, de transition d'autre part, dans le cadre de la campagne annuelle ESG	<p>Périmètre 2018 et 2019 : Bpifrance Investissement</p> <p>2018 Nombre d'entreprises ayant répondu positivement à la question de sensibilité de leurs activités aux enjeux climat/énergie ramené au nombre d'entreprises répondantes à de la campagne annuelle ESG.</p> <p>2019 : deux questions plus précises ont remplacé celle de 2018 Nombre d'entreprises ayant répondu positivement aux questions sur l'évaluation de leurs activités aux risques du changement climatique physiques d'une part, de transition d'autre part.</p>	<p>9,9% des entreprises ont évalué l'exposition de leurs activités aux risques physiques du changement climatique (événements climatiques extrêmes, réchauffement climatique, hausse du niveau de la mer, etc.)</p> <p>12,2% des entreprises ont évalué l'exposition de leurs activités aux risques de transition du changement climatique été (évolutions réglementaires, nouvelles tendances de marchés, problématiques technologiques, enjeux de réputation)</p>	Plus de 25% des entreprises déclarent leurs activités sensibles aux enjeux du climat ou de l'énergie (26 entreprises cotées et 303 non cotées ont répondu à cette question)
Qualité de vie au travail (QVT)	Nombre moyen de jours d'absence maladie hors longue maladie	<p>Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export</p> <p>Nombre total de jours d'absence maladie hors longue maladie, ramené à l'effectif total au 31/12 de l'année N,</p>	3,92	3,54

	Taux de satisfaction salariés	<p>hors congé sans solde</p> <p>Taux de satisfaction salariés : taux de satisfaction exprimé par le nombre de salariés répondants à l'enquête annuelle "s'engager ensemble" réalisée en année N, menée en collaboration avec un cabinet externe</p>	70,5% (sur une population de 88% de collaborateurs répondants à l'enquête de satisfaction réalisée en 2019)	68,8% (sur une population de 83% de collaborateurs répondants à l'enquête de satisfaction réalisée en 2018)
Diversité et égalité des chances	<p>Taux de recrutement des Femmes en CDI et CDD.</p> <p>Taux d'emploi légal Handicap (direct + indirect)</p>	<p>Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export et Courtage</p> <p>Nombre de femmes recrutées en CDI ou en CDD sur le nombre total de salariés recrutés en CDI ou en CDD pendant l'année N</p> <p>Périmètre Bpifrance Financement</p> <p>Nombre d'équivalent temps plein (ETP) directs reconnus en situation de handicap sur effectif total de référence</p> <p>Nombre d'ETP de travailleurs handicapés dans l'entreprise sur l'année N, résultant de sous-traitance aux acteurs du secteur des travailleurs protégés en milieu associatif</p> <p>Nombre d'ETP directs + indirects sur effectif total de référence</p>	<p>54% des CDI recrutés en 2019 sont des femmes</p> <p>1 seul CDD a été conclu en 2019 avec une femme, soit 100%</p> <p>Taux d'emploi légal direct de Bpifrance Financement : 2,5%</p> <p>Taux d'emploi légal indirect de Bpifrance Financement : 3,21%</p> <p>Taux global d'emploi légal Bpifrance Financement avec minorations : 4,02%</p>	<p>55,2% des CDI recrutés en 2018 sont des femmes</p> <p>40% des CDD 2018 sont des femmes (2 recrutements sur 5)</p> <p>Taux d'emploi légal direct de Bpifrance Financement : 2,7%</p> <p>Taux d'emploi légal indirect de Bpifrance Financement : 3,78%</p> <p>Taux global d'emploi légal Bpifrance Financement avec minorations : 4,73%</p>

	Pourcentages de jeunes de moins de 30 ans et de seniors de plus de 55 ans dans les recrutements en CDI	Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export et Courtage à la date d'embauche en CDI, sur nombre total de salariés embauchés en CDI en année N : Pourcentage de jeunes âgés de moins de 30 ans Pourcentage de seniors âgés de plus de 55 ans	A la date de leur recrutement en 2019 46,4% des salariés embauchés en CDI sont âgés de moins de 30 ans 2% sont âgés de plus de 55 ans à leur date d'embauche en CDI	A la date de leur recrutement en 2018 52,5% des salariés embauchés en CDI sont âgés de moins de 30ans 1,5% sont âgés de plus de 55 ans à leur date d'embauche en CDI
Dialogue social	Thématiques des accords Nombre d'accords et avenants signés ans l'année	Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export et Courtage Thématiques des accords Nombre d'accords et avenants signés dans l'année	Construction sociale de Bpifrance Courtage, épargne salariale, handicap, situations particulières d'activité, égalité H/F (Financement), temps de travail, prévoyance-santé, CSE 20 accords et avenants	Qualité de Vie au Travail, Egalité Professionnelle, Handicap, conditions et temps de travail, épargne salariale 27 accords et avenants
Capital Humain (formation, talents...)	Taux d'accès à la formation	Périmètre Bpifrance Financement et Investissement Nb de collaborateurs ayant bénéficié d'une ou plusieurs formations dans l'année (Cdi , Cdd, CA, CP) rapporté au nombre total de collaborateurs 31/12 de l'année N (CDI, CDD, Contrats d'Alternance, Contrats de Professionnalisation)	96,9%	93,2%

	Taux de rotation du personnel en CDI	Périmètre : Bpifrance Financement, Investissement, Assurance Export Nombre de CDI démissionnaires en année N rapporté à l'effectif total en CDI au 31/12 de l'année N-1	2,91%	3,30%
--	--------------------------------------	---	-------	-------

Note méthodologique de calcul des indicateurs de risque extra-financiers

La déclaration de performance extra-financière du présent chapitre, est partie intégrante du rapport annuel de Bpifrance, précise les exclusions de manière formelle et comporte les informations obligatoires requises par la loi.

Périmètre :

Le périmètre de la présente Déclaration de Performance Extra-Financière est celui des activités et structures opérationnelles de Bpifrance SA, consolidées en intégration globale au 31 décembre 2019 :

- Bpifrance Financement, pour les activités de financement, garantie et court terme, ainsi que celles de ses filiales Bpifrance Régions et Bpifrance Courtage, étant précisé d'une part, que les activités opérationnelles sont exercées au sein de Bpifrance Financement, à l'exception de celles de Bpifrance Courtage;
- Bpifrance Participations, étant précisé que les activités opérationnelles sont exercées au sein de sa filiale Bpifrance Investissement;
- Bpifrance Assurance Export.

Certaines thématiques ont été exclues du périmètre étudié, en raison de leur non matérialité au regard des activités exercées par le groupe d'une part, et, d'autre part, de ses enjeux de fonctionnement et de modalités d'exercice de ces activités. Il s'agit de la lutte contre la précarité et le gaspillage alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable.

Collecte des données :

La définition de chacune des données collectées est précisée dans une procédure de reporting, et revue chaque année. Des précisions sont apportées à la définition, en tant que de besoin, pour faciliter la compréhension et faciliter le reporting.

Les indicateurs :

- poids des Financements TEE dans l'activité
- poids des financements rapporté au potentiel économique des Régions
- poids des financements "numetic" dans l'activité,

Sont issus des données d'activité de l'année N-1, dans le cadre des travaux d'évaluation des actions de Bpifrance en faveur des entreprises françaises.

Processus de collecte :

Les données sont collectées par la direction du Développement Durable et de la RSE, auprès des directions responsables (par exemple : la Direction des ressources humaines pour les données RH, la Direction des moyens généraux, notamment pour les données relatives aux implantations immobilières et à leur gestion, de consommations d'énergie, relatives aux déplacements professionnels, le pôle Evaluation de la Direction de l'évaluation, des études et de la prospective...).

Les données sont analysées et contrôlées (variations, tests de cohérence), afin de valider leur cohérence et leur fiabilité, avant d'être publiées et expliquées.

Limites de la collecte et fiabilité :

L'exactitude et la comparabilité peuvent rencontrer certaines limites, notamment en cas d'indisponibilité; dans cette hypothèse, les explications adéquates sont fournies.

Les processus en place visent à limiter ces inexactitudes, afin de présenter des informations à un niveau de fiabilité satisfaisant, dont la vérification est effectuée par un organisme tiers indépendant.